

SOMMAIRE

ESPAGNE

- Mobilisation pour Garmendia et Otaegui — p. 20
- ◆ Franco dresse des potences, Giscard se tait — p. 20
- Appel à la grève générale le 11 et le 12 en Euskadi — p. 21

PORTUGAL

- Après l'Assemblée du MFA — p. 15
- Les difficultés de la réforme agraire — p. 16 - 17

ANGOLA

- Interview : 3 semaines avec les combattants du MPLA — p. 18 - 19

NOTES INTERNATIONALES

- Senegal, Repression en Dominique — p. 19

ECONOMIE

- Le bout du tunnel — p. 2
- En attendant la relance — p. 4
- PCF : à reculons — p. 4

POLITIQUE

- Les méfaits du prince — p. 6
- Lenine rétro — p. 7

LUTTES OUVRIERES

- Mammouth paralysé — p. 8 - 9
- Points chauds
- CGT : la politique dans l'entreprise — p. 10

« Rouge » 10, Impasse Guéméné
Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

n° 313 - Vendredi 12 septembre 1975



CORSE : POUR POUR-SUIVRE LE DEBAT

Trouver dans « Rouge » une mention favorable à l'ARC, sans aucune critique est surprenant : « le réformisme de l'apolitisme est mis en défaut. Le dernier congrès de l'ARC l'a prouvé. Il y a été question de décolonisation, d'autogestion des terres, de lutte pour le socialisme, de liquidation du système clanique qui mine le pays ». Mais, en plus, on y trouve avec un ton catégorique : « la lutte pour l'autonomie est dirigée contre l'ordre bourgeois ». Ni plus ni moins. L'article du camarade G.V. traduit un engouement brutal pour l'autonomie corse sans l'ombre d'une réserve et quelques soient ceux qui en prennent l'initiative : « cette lutte doit commencer quand bien même elle requiert celle des travailleurs du continent pour asseoir sa victoire ».

Ouvrir le débat sur l'existence d'un caractère national à la question corse est une démarche correcte ; encore ce débat pour n'être pas académique, doit-il s'appuyer sur l'analyse d'un mouvement de masse réel, en faveur de l'indépendance de la Corse. Il faut pouvoir constater l'existence de cette aspiration nationale autrement que par les actions d'un petit groupement tel que l'ARC, qui n'est pas le seul mouvement corse et en tous cas pas celui qui se caractérise par ses liens avec le mouvement ouvrier. Il faut distinguer cette aspiration nationale à l'indépendance et un mouvement revendicatif même généralisé.

Admettons que ce caractère national existe : trouvons en trace dans la courte période historique où la Corse fut indépendante, résista aux genoais, avant d'être achetée et reconquise militairement par la France. Expliquons les circonstances précises historiques qui ont fait taire ces aspirations nationales et comprenons qu'elles ressurgissent avec acuité, deux siècles plus tard, face à l'exploitation des monopoles et à la main de fer de l'Etat fort « du continent ». Mais même avec cette hypothèse, la réponse n'est pas « l'autonomie » et elle n'est pas un soutien à l'ARC.

Le 25 septembre 1975
A la Mutualité,
5 rue Saint Victor Paris 5ème

MEETING DE LA L.C.R. Portugal : la révolution en marche

« L'autonomie » c'est une aspiration des clans, des petits commerçants, des notables corses qui s'inscrit tout droit dans un régionalisme Servan-Schreiberien soulevé et encouragé par l'Express. L'autonomie que demande l'ARC c'est le droit de regard des petits bourgeois corses. C'est justement ce qui ne répond en termes clairs ni à la question de l'indépendance — si elle se pose — ni aux questions concrètes, économiques, qui écrasent la Corse. Cette « autonomie » administrative serait un hochet pour faire dériver les revendications directes et flatter la petite bourgeoisie au détriment même des travailleurs.

Si la question de l'indépendance se pose, alors c'est le droit à l'autodétermination qu'il faut exiger tout en se réservant la possibilité de se prononcer pour ou contre. Les militants marxistes-révolutionnaires corses peuvent appuyer les masses si elles revendiquent ce droit et formuler parallèlement leur opinion : à savoir que la Corse ne doit pas exiger son indépendance mais que les travailleurs corses doivent s'engager dans le combat aux côtés des travailleurs français, pour une France socialiste où leur île ne serait plus écrasée, exploitée, pillée. Là, intervient une lutte active pour l'enseignement de la langue corse, pour le développement d'une Université Corse, pour la création d'emplois privés et publics pour les corses, pour la lutte contre toutes les formes de ségrégation économique imposées par l'état français et les monopoles sous le prétexte de l'insularité.

Cette méthode est autrement plus claire que celle qui consiste à imiter les revendications « autonomistes » de l'ARC avec toutes ses confusions politiques.
G. F. Paris

Votre programme de lecture pour l'été est très intéressant. C'est bien gentil de recommander la lecture capitale (c'est absolument juste) de « la révolution espagnole » de Trotsky. Mais encore

faut-il nous l'envoyer lorsqu'on l'a commandé...

Rouge est plus clair : la nouvelle formule a rompu avec une présentation qui par sa forme générale n'invitait pas le lecteur à poursuivre une lecture encombrée d'obstacles typographiques, rendue difficile par un style lourd, mélange de franc-parler et de discours plus ou moins intellectuels (style que Rouge a progressivement abandonné)...

Gagner les travailleurs à notre combat, répondre à leurs exigences politiques signifie que nous devons être de plus en plus clairs, de plus en plus fermes sur des problèmes stratégiques et tactiques centraux et difficiles à assimiler : caractérisation des réformistes, des gauchistes, des centristes, des léninistes, politique à avoir avec eux, les problèmes du front unique ouvrier...

Je ne suis pas inquiet pour le contenu et la forme du quotidien à voir la nouvelle formule. Par contre, le problème des correspondants est autrement plus inquiétant. Paris n'est pas le seul lieu de la lutte des classes, il faudrait en quelque sorte démocratiser la composition des articles en faisant participer les villes de province, à la rédaction et à l'envoi régulier de comptes-rendus de luttes, des analyses locales, sur l'industrie, l'urbanisme, les activités culturelles. Cela je crois homogénéisera l'organisation...

Autre problème : le quotidien ne sera-t-il pas bloqué, ralenti par le NMPP. Il semblerait déjà avec la nouvelle formule que les canards n'arrivent que très irrégulièrement dans les kiosques (importants s'entend) Si cela semble se répéter il faut le signaler dans le canard (LO l'avait fait et engagé des actions en justice...)

CEP... J-M P. BORDEAUX "extraits d'une très longue lettre de 7 pages très intéressante sur notre système de presse, nous nous en servirons)

ABONNEMENT

| particuliers | FRANCE | | ETRANGER | |
|-----------------|--------|-------|----------|-------|
| | 1an | 6mois | 1an | 6mois |
| sous pli ouvert | 120 f | 60 f | 150 f | 75 f |
| sous pli fermé | 200 f | 100 f | 250 f | 125 f |
| collectivités | | | | |
| sous pli ouvert | 100 f | 50 f | 120 f | 60 f |

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéméné, Paris 4ème. Par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

ROUGE SPECIAL RENTREE SCOLAIRE

Le dossier de 4 pages publié avec Rouge par le secteur lycéen de la LCR pour la rentrée scolaire, sortira avec une semaine de retard. En effet les commandes de province n'ont pas encore été assez nombreuses pour assurer sa publication. Il sera donc publié le vendredi 19 septembre, au prix de 50 centimes. Mais, camarades, passez vite vos commandes (50 centimes l'exemplaire) à Rouge — 10, impasse Guéméné — Paris 75004 (10 % frais d'envoi)

pour l'amnistie au Brésil

Le Comité de Parrainage de la Campagne d'Amnistie au Brésil a lancé, à l'occasion d'une Conférence de presse qui s'est tenue à Paris le 10 septembre, une campagne en faveur de l'amnistie générale et sans restriction pour les prisonniers et condamnés politiques ainsi que pour les bannis et exilés du Brésil.

Le Comité de parrainage, composé de personnalités démocratiques, s'appuie sur un large mouvement unitaire de la gauche et de l'extrême-gauche brésiliennes.

GARMENDIA ET OTAEGUI PREMIERE VICTOIRE

Face au mouvement de solidarité international et national, face à la classe ouvrière d'Euskadi dressée, la dictature franquiste a du accepter la révision du procès de Burgos.

Le cas de Garmendia et de Otaegui sera donc réexaminé par le conseil Suprême de la justice militaire à Madrid. Pour les arracher définitivement au bourreau, la lutte doit continuer et s'élargir.

Mais, contrainte à un premier recul, la dictature tente une sinistre manœuvre. Elle ne renonce — provisoirement — à ces exécutions, que pour saisir une autre proie.

5 militants du FRAP sont jugés aujourd'hui. 5 peines de mort sont requises. De l'ouverture du procès à l'application du verdict, nous n'aurons quelques heures pour les sauver. En effet, les militants du FRAP sont jugés selon la procédure « SUMARISSIMO » : ils peuvent être condamnés aujourd'hui ; le conseil des ministres qui se réunit de-

main vendredi sous la présidence de Franco peut confirmer la peine. La sentence pourrait donc être exécutée dès le samedi 13...

La dictature cherche ainsi à couvrir sa reculade sur les cas de Garmendia et Otaegui en donnant en échange satisfaction à ses partisans les plus fanatiques et les plus sanguinaires. Elle vise également à prendre par surprise le mouvement de solidarité démobilisé par sa première (demi) victoire. Elle compte enfin qu'en Espagne même la résistance ne sera pas aussi vigoureuse ni aussi massive que pour Garmendia et Otaegui, dont la condamnation touchait au cœur tout le peuple d'Euskadi.

Il faut déjouer cette machination macabre du franquisme.

Il faut que tous ceux qui se sont mis en marche pour sauver Garmendia et Otaegui, poursuivent la lutte, sans perdre une minute, pour sauver les 5 du FRAP.

Rouge



en attendant la RELANCE

quelques remarques sur quelques mesures...

I. consommation

- aide exceptionnelle aux personnes âgées et aux handicapés : 700 F. par personne

(la mesure s'applique pour des hommes et des femmes qui touchent aujourd'hui...600 F. par mois)

- aide exceptionnelle aux familles : 250 F. par enfant

(l'aide ne sera accordée qu'aux familles d'au moins deux enfants : Debré sera content ! Rappelons que le pouvoir d'achat des allocations familiales a chuté de 17,4 % en 1974)

II. logement

- construction de 18.000 logements « sociaux » supplémentaires : (sur ces 18.000 logements, 4.000 seulement seront des H.L.M. locatives. Il n'est naturellement pas question de blocage des loyers, encore moins de moratoire pour les chômeurs).

III. équipement

- dépenses supplémentaires d'environ 5 milliards de francs : (sur le total, seulement 150 millions seront consacrés à l'amélioration des transports en commun, 200 millions à l'humanisation des hôpitaux, 100 millions à la construction d'écoles maternelles).

Le plan de soutien n'a qu'un but : stabiliser le niveau de chômage actuel

le « plan de soutien à l'économie française » a déjà un nom qui en dit long : le mot relance a disparu. Il faut dire que le gouvernement français est devenu prudent. Depuis un an il essuie camouflet sur camouflet, dès qu'il se hasarde à un quelconque pronostic. Giscard ne disait-il pas, en octobre 1974, que la croissance en France, cette année, serait de 4,2 %. Un document officiel du Ministère des Finances vient récemment de révéler que le P.N.B., en réalité, diminuerait de 2,5 % ! Dorénavant, on parlera donc de soutien en s'abstenant de donner une date pour la reprise économique.

L'aveu est de taille. Il traduit l'impuissance d'une bourgeoisie qui n'est plus capable de maîtriser son propre système économique. En effet, pour qu'un redémarrage sérieux de la production se produise, il faudrait une reprise à l'échelle in-

ternationale. Les économies capitalistes sont aujourd'hui trop dépendantes l'une de l'autre pour voler de leurs propres ailes. Or, malgré les milliards dépensés par les gouvernements concernés, ni les Etats-Unis, ni encore moins l'Allemagne, ne sont repartis sur le sentier de la croissance. Comment alors, la France, avec ses 3 milliards pourrais-espérer une relance rapide de l'activité économique ?

De fait, les objectifs du plan de soutien sont donc plus réduits. Il faut attendre ? Eh bien attendons en limitant les dégâts. Vue l'ampleur de la crise, 30 milliards sont cependant nécessaires pour aider les patrons à patienter et éviter une aggravation encore plus forte du chômage. Pour arroser le tout, on bavardera sur les nouvelles voies de la croissance future : histoire de faire croire qu'on scrute sereinement l'horizon alors qu'on navigue dangereusement le nez sur le court terme.

IV. investissement productif

- prêts du F.D.E.S. (Fonds de Développement Economique et Social) aux entreprises : 3,25 milliards de francs (aide directe de l'Etat à la concentration du capital. L'argent ira directement chez Usinor, Sacilor, Pechiney, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Honeywell-Cl, etc...)
- aide fiscale à l'investissement : 2,8 milliards de francs (et la suppression de la T.V.A. sur les produits que consomment les travailleurs ?)

V. trésorerie des entreprises

- report d'échéance pour le paiement de l'impôt sur les sociétés : 9,6 milliards de francs (et pourquoi ne pas étendre cette mesure aux chômeurs ?).

un plan pour stabiliser le chômage

Le plan a deux objectifs : redonner un peu d'air au secteur du bâtiment et des travaux publics, et alléger les difficultés de certaines industries. Dans les deux cas, cela permettra au mieux de stabiliser le niveau de chômage existant.

Huit milliards environ seront prochainement dépensés par l'Etat pour le logement et les équipements publics. De quoi éviter une grave crise pour une branche dont les entreprises étaient massivement obligées de fermer leurs portes. Les 1.500.000 salariés du bâtiment retrouveront donc peut-être du travail. Mais il est peu probable que l'embauche reprenne sous peu. Et, de toute façon, cela ne résoudrait pas le grave problème du chômage des femmes.

Quinze milliards environ seront affectés directement aux entreprises industrielles sous diverses formes. D'une part l'Etat prêtera de l'argent pour des opérations de restructuration en cours (chimie, sidérurgie, informatique). Une façon d'accélérer



5 MILLIARDS
de
MIEUX !

l'élimination des « canards boiteux » à la faveur de la crise. D'autre part, des avantages fiscaux considérables seront accordés aux patrons : l'aide à l'investissement sous forme de déduction de 10 % de TVA est étendue à tous les investissements, et la date de paiement de l'impôt sur les sociétés est reportée au 1^{er} avril 1976. Deux mesures que le gouvernement se refuse à obstiner à accorder aux principales victimes de la crise : les chômeurs.

En principe, une troisième partie du plan est consacrée à la consommation. Mais de quoi s'agit-il ? Une prime de 700 F pour les vieux et une aide de 250 F par enfant pour les familles. C'est-à-dire des pourboires qui seront accordés une fois pour toutes et qui ne permettront pas de faire face durablement à la lente dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs.

un plan pour restaurer le taux de profit

De ces diverses mesures, les patrons vont se servir pour essayer de restaurer leur taux de profit, condition sine qua non à une réelle reprise économique. C'est pourquoi le plan n'envisage à aucun moment une relance par la consommation qui ne pourrait se traduire que par un relèvement des revenus des travailleurs, au détriment des profits. Les salaires réels continueront donc de connaître une pression à la baisse, sensible depuis un an déjà.

Mieux, les entreprises pourront utiliser les largesses de l'Etat pour couvrir une partie des dépenses sociales supplémentaires occasionnées par le chômage, notamment les cotisations ASSEDIC. Ainsi les impôts des travailleurs, après avoir transité dans les caisses de l'Etat, serviront à payer des cotisations sociales dont devraient normalement s'acquitter les patrons. C'est ce qu'on appelle en termes pudiques, la tendance à la fiscalisation des charges sociales.

Ces divers tours de passe-passe aboutiront-ils finalement à favoriser une reprise économique ? Il est d'abord peu probable que les chefs d'entreprise utilisent les énormes sommes d'argent mises à leur disposition pour investir massivement, et donc provoquer un redémarrage du secteur des biens d'équipement. La tendance est à la morosité, au mieux à l'attentisme. Il est ensuite exclu de voir l'économie française, dont plus du quart de l'activité concerne l'exportation, se ressaisir sans une demande accrue des autres pays impérialistes. Ce n'est pas encore le cas présent. Alors ?

Il n'y aura pas de miracle à brève échéance. La bourgeoisie française attend la reprise, elle ne peut rien faire d'autre. Les travailleurs ne sont pas responsables de cette crise. Ils n'entendent pas en faire indéfiniment les frais. La seule voie qui s'ouvre est donc celle de la lutte. Pour mettre fin au chômage, en imposant une réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire ; pour mettre fin à la baisse du niveau de vie, en imposant une augmentation réelle du pouvoir d'achat des salaires.

Serafin LAMPION



Fotolib

une agence pour l'emploi dans la région parisienne

à reculons

Les contre propositions du PCF

« Au lieu de s'engager dans la logique d'une mobilisation anticapitaliste, le PCF cherche à négocier sur les recettes et le coût de ses propositions ».

« Grâce à l'action, on peut sortir de la crise » : voilà comment l'« Humanité » présente les propositions faites par le Parti communiste, le 8 août dernier. Propositions révolutionnaires ? Plus proches des revendications des travailleurs que du programme de Mitterand aux élections présidentielles ? Elles peuvent s'énumérer ainsi :

Ces revendications n'ont rien de neuf. La plupart figurait depuis longtemps dans le catalogue revendicatif de la C.G.T., et dans le manifeste de Champigny. Parmi ces revendications, les plus nouvelles et les plus radicales sont celles qui concernent les chômeurs et plus généralement les conséquences de la crise : le maintien du salaire pour les chômeurs, par exemple, ou l'impunité pour ceux qui ne peuvent payer loyer, gaz ou électricité. Elles traduisent la volonté du P.C.F. d'incarner la défense des travailleurs en cette période de grave récession.

Le problème c'est que la satisfaction de ces revendications suppose une modification du partage profits-salaires beaucoup plus considérable qu'en appliquant simplement les mesures de politique économique énumérées comme contreparties aux dépenses et largement inspirées du programme commun (textes sur les superprofits, etc...). Il y a donc un écart qui ne saurait être comblé que par une victoire sur le terrain même de la lutte des classes : les entreprises. Les économistes du gouvernement et du Parti Socialiste ne s'y sont pas trompés qui accusent le Parti communiste d'irresponsabilité et regrettent le bon temps où il chiffrait scrupuleusement le coût des mesures proposées en faveur de la classe ouvrière.

La réponse du P.C.F. éclaire une fois de plus sa nature contrerévolutionnaire : au lieu de s'engager dans la logique d'une mobilisation anticapitaliste, il cherche à négocier sur les recettes et le coût de ses propositions. La logique est la suivante : on invoque la relance par la consommation, destinée à réduire le chômage, augmenter le niveau des salaires, sans changer substantiellement l'organisation capitaliste de l'économie. En consommant d'avantage, grâce à quelques revendications satisfaites, les travailleurs feront l'économie d'une révolution pour quelques années encore. Les propositions du 8 août sont une étape : elles ne sont pas durables ni réalistes sans une application ultérieure du programme commun. De la transition au socialisme par le programme commun, et de la transition au programme commun par les propositions du 8 août, le P.C.F. ne prépare guère l'offensive d'automne : il marche plutôt à reculons.

H.V.



Fotolib

S.M.I.C. à 1700 F., relèvement des salaires, échelle mobile, doublement des allocations familiales, blocage des loyers, maintien du salaire antérieur pour les chômeurs sans limitation de durée, S.M.I.C. pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, pas d'expulsions, de coupures de gaz ni d'électricité, 1200 F. minimum pour les vieux, arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprise, pas de licenciement sans reclassement équivalent, retour aux 40 Heures sans diminution de salaire, retraite à 60 et 55 ans....

les méfaits du prince (à suivre)

Ponia en guerre contre la perversion intellectuelle

« Je m'étonne que le parti Communiste défende la criminalité comme il défend déjà le désordre, l'agitation et la délinquance. »

■ C'était lundi à NICE la nouvelle attaque de PONIATOWSKI Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur. Il décorait les deux G-MEN de la brigade anti-commando de Marseille qui s'était « courageusement » proposés de servir d'otage à un gangster retranché dans une succursale du G Crédit Lyonnais de Nice. Et quand le gangster a été abattu par un tireur d'élite posté à l'extérieur, les deux antigang l'ont achevé de SEPT balles dans la tête, « parce qu'il remuait encore ». Tous les bouchers ne sont pas à la Villette...

Mais cette attaque virulente du Prince contre le PC n'est pas isolée.

Décorant quatre jours plus tôt à LYON quinze CRS amateurs de chevrotines corses, il déclarait à cette occasion : « Par perversion intellectuelle ou politique, certains cherchent dans tous les domaines à transférer responsabilité et culpabilité. Il faut les démasquer. Les

seuls vrais coupables et les seuls vrais responsables sont bien les assassins et non les assassinés, les tueurs et non les tués, les tireurs et non les tirés, les voleurs et non les volés. »

Le lendemain sur EUROPE 1, PONIA récidivait : « SEGUY est un dangereux amateur de désordre, d'agitation et de délinquance. » SEGUY délinquant, même MARCELLIN n'avait pas osé aller si loin.

L'opposition peut surprendre entre les propos fascisants du Ministre de l'intérieur, ses attaques contre les partis d'opposition et les offres présidentielles répétées de dialogue et de concertation avec l'opposition. Il n'y a en fait qu'une illustration de la séparation des fonctions, inscrite dans les institutions de la 5e République.

Notre cher Président veut être le « Président de tous les Français » Ponia s'affirme comme le ministre de la majorité silencieuse. Giscard s'adresse à la « Nation » et c'est le Ministre de l'intérieur qui monte en ligne contre les « Partis ».

Cette division des tâches tente de

préserver le minimum de sérénité bonapartiste que l'Histoire n'a pu assurer à l'actuel Président de la République.

Le rêve rétréci.

Mais ces attaques, l'envoi des flics pour interdire l'accès des entreprises aux députés communistes et les références de plus en plus ouvertes à l'ordre moral, à commencer par « les coups de règles sur les doigts des bambins », délimitent le rétrécissement du rêve giscardien.

PONIA et les RI s'alignent sur le conservatisme borné d'une UDR chiraquisée. Le libéralisme avancé ne résiste pas au dépassement du million de chômeurs et la mise en place d'un plan de soutien qui est perçu d'emblée pour ce qu'il est : une immense provocation économique et financière contre les travailleurs.

Et PONIA prépare les lendemains de ce libéralisme mort né : le budget 1976 des forces de l'ordre sera augmenté de 19 %.

L'année prochaine, M. PONIATOWSKI enverra sans doute encore plus de flics tenter d'empêcher la politique d'entrer dans les entreprises, parcequ'il pressent que le jour est proche où les travailleurs l'expulseront de son Ministère, définitivement.

M.R.

l'article de Zarodov dans la Pravda cet été, finit par importuner même les plus dociles, le PCF, tenu de prouver son indépendance et de soutenir le PC portugais sans toutefois en endosser la politique.

■ C'est Jacques Chambaz qui a été chargé dans l'Huma du ° 4/9 / 75 de la réponse théorique à Zarodov sous le titre prometteur : « Des mots et des réalités ». La réponse n'aborde que deux points et pourtant elle va droit à l'essentiel.

1) D'abord, Zarodov était suspect de vouloir « brûler les étapes », grave péché au monde de l'orthodoxie stalinienne. Il a écrit en effet que l'objectif des deux étapes, démocratique et socialiste, « sont entremêlées » et peuvent même trouver simultanément leur solution.

Il ajoute que le parti révolutionnaire doit savoir ne pas oublier l'importance des indispensables étapes transitoires de la lutte, sans s'y arrêter. Voilà qui sent à plein nez le souffre de la théorie, depuis longtemps à l'index, de la révolution permanente. Ce que relève de manière insinuante le procureur Chambaz : **Zarodov ne propose de tenir compte des étapes nécessaires que pour mieux les brûler.** Et de rappeler vigoureusement que telle n'est pas la ligne du PCF, celle du **Manifeste de Champigny** et du **Défi Démocratique** : la démocratie avancée est à la fois une étape **nécessaire** et la **forme possible** de la transition vers le socialisme. Le nécessaire immédiat

entendu à Europe 1

Les prédécesseurs préférés :

« Vous avez un certain nombre de ministres de l'intérieur qui ont laissé une trace très importante, par exemple Jules Moch ou Clemenceau. »

C'était surtout une trace de sang...

DEBAT



sur la question corse

le contenu national

pement inégal du capitalisme sur son propre territoire, encore aggravé par la constitution de l'Etat fort gaulliste qui a limé ou éliminé les amortisseurs politiques de la république parlementaire.

Or, dans le cas de la Corse, les effets du développement inégal sont venus se greffer sur une entité historique extérieure au procès de constitution du Capital National. Il s'agit bel et bien d'un territoire acheté puis militairement annexé après que l'unification du marché national ait été achevée. Occultée par la collaboration couronnée des Bonaparte, la relation d'oppression nationale n'en a pas moins subsisté sur le plan linguistique, administratif, douanier... C'est la combinaison de cette oppression originelle avec le phénomène actuel de développement inégal qui produit l'explosivité spécifique de la question corse.

En reconnaissant à la question corse un caractère national, nous la distinguons du même coup des questions bretonne ou occitane ; ce qui doit se traduire au niveau des mots d'ordre avancés. Mais il ne semble pas pour autant justifié de définir la relation entre la Corse et le continent comme une relation de type colonial. Si une telle définition a une portée polémique et émotionnelle indéniable, elle passe à côté de la spécificité du problème corse (jamais les antillais, ou en leur temps les algériens n'ont occupé dans l'Etat français un rôle comparable à celui d'une certaine bourgeoisie corse — des Bonaparte aux Sanguinetti, Tomasini et Comitù d'aujourd'hui. Et elle risque de justifier en Corse une politique d'alliance opportuniste (sous prétexte de lutte anti-impérialiste). Soulignons à ce propos que l'article de la semaine dernière laisse entier le problème de l'ARC, de sa caractérisation, de la tactique à son égard (et à l'égard du PPCA), au-delà de la lutte contre son interdiction et contre l'emprisonnement de ses militants.

■ La résurgence actuelle de la question corse analysée par l'article de G.V. dans le dernier numéro de Rouge devrait être rattachée dans le phénomène d'ensemble de résurgence de la question régionale et nationale, dans la phase actuelle de crise du capitalisme.

L'unification du marché capitaliste sur laquelle s'érige l'Etat bourgeois centralisateur implique nécessairement une unification territoriale. Mais la forme, que revêt cette unification dépend du processus concret du développement national du capitalisme. Ainsi la révolution jacobine en France a déterminé une délimitation et une unité territoriale tout à fait distincte de ce que nous

pouvons observer en Allemagne ou en Espagne par exemple. A plusieurs reprises nous avons abordé ce problème (1). Et le premier congrès de la Ligue a utilisé dans ses thèses : une formulation hative (2).

Plutôt que les similitudes, il conviendrait de souligner l'originalité de la question corse par rapport aux autres questions dites régionales. En effet l'Occitanie et la Bretagne sont des régions intégrées de longue date dans le procès de développement du capitalisme français. Elles en sont un élément constitutif, et la bourgeoisie occitane s'est en son temps trouvée à la pointe de l'essor de la bourgeoisie française. La résurgence de ces problèmes a donc été comprise avant tout comme un effet du dévelop-



LENINE RETRO

s'oppose au lointain possible qui peut très bien ne jamais voir le jour. Un découpage aussi strict des étapes démocratiques et révolutionnaire, si clair dans les mots du PCF, résiste mal à l'épreuve des réalités contemporaines. Il suffit de se tourner vers l'expérience chilienne, et aujourd'hui portugaise, pour voir combien, il est périlleux de s'arrêter à mi-chemin, sur le tranchant (vite changé en couperet) des tâches démocratiques, au moment où le processus concret de la lutte de classe appelle des solutions radicales, en un mot socialistes. Contrairement à ce que laisse entendre le titre de son article,

le réalisme, du point de vue des intérêts de classe du prolétariat ne se trouve pas dans le camp des Marchais et des Chambaz.

2) Mettant en doute les voies électorales vers la conquête du pouvoir, Zarodov a écrit qu'il ne fallait pas confondre « majorité arithmétique » et « majorité politique », voilà qui touche Chambaz au vif. Car on pourrait traduire : ne pas confondre majorité électorale et majorité sociale ne pas confondre majorité sociale des 10 millions de grévistes de Mai 68 avec la majorité présidentielle inférieure à 51 % d'un Giscard... Or c'est sur cette confusion que repose précisément toute la perspective du PCF : C'est la même « tactique éprouvée » que pratiquait la social-démocratie allemande d'avant 14. La grève générale russe de 1905 avait alors suggéré aux plus clairvoyants une autre voie possible, celle de la lutte de masse, de l'action directe (Rosa Luxembourg). La grève générale de mai 68 a introduit une brèche analogue dans le patient grignotage électoral auquel se consacre le PCF. Aussi Chambaz s'indigne-t-il sincèrement de cette mauvaise pierre jetée par Zarodov dans son jardin français : « la notion de majorité révolutionnaire,

dans les conditions de la France conduit tout droit à celle de minorité agissante ». Comme quoi tout se tient : si l'on renouait avec une perspective révolutionnaire, il faudrait aussi revenir à la notion de parti d'avant-garde au détriment du parti électoral de masse. Chambaz considère donc l'article de Zarodov comme une félonie qui apporte de l'eau au moulin gauchiste.

une voix étroite

La réponse de Chambaz défend le cœur même de l'orientation du PCF : des voies électorales vers une étape strictement démocratique, « Rien que le programme commun, tout le programme commun ». Polémique, il conclut que les profondes transformations de la société contemporaines excluent la « notion même de modèle, la mode rétro comme le prêt à porter... » Le rétro, en l'occurrence, c'est Lénine ! Sacré Chambaz.

Il reste cependant à s'interroger sur le cours estival des théoriciens soviétiques. Car les Zarodov et Ponomarev qui n'en sont pas à leur premier tour de force révisionniste ne

sauraient avoir été touchés à leur âge par la grâce léniniste. Il semble en fait que les dirigeants soviétiques aient pris conscience de la gravité de la crise qui secoue les pays capitalistes avancés, de la faiblesse des régimes bourgeois et de la puissante montée ouvrière en Europe, au Portugal par exemple, un nouveau Chili dont ils endosseraient la responsabilité face à un mouvement ouvrier en plein essor. Ils risqueraient d'y perdre de façon accélérée le contrôle qu'ils conservent sur la majorité de la classe ouvrière, dans les pays méditerranéens notamment.

Or, pour canaliser et maîtriser la combativité du prolétariat, les staliniens ne disposent pas d'un alibi stratégique comparable à celui de la lutte anti-fasciste qui leur permit jadis de justifier l'orientation générale vers les fronts populaires. Les caractéristiques de l'affrontement de classe en Europe sont beaucoup plus comparables à celles des années qui ont suivi la première guerre mondiale qu'à celle des années 30 ou 40. Aujourd'hui, l'hégémonie absolue de la bureaucratie stalinienne est remise en question (Espagne, Italie), sans qu'elle puisse offrir un cadre stratégique international unificateur.

Aussi tente-t-elle d'orienter les PC vers une voie étroite qui, sous prétexte d'un retour tout formel et superficiel à quelques principes tant de fois bafoués, risque de les renvoyer à un isolement dont ils ont eu peine à sortir mais en renforçant leur prestige et leur contrôle auprès des couches les plus combattives de la nouvelle génération ouvrière, susceptibles d'être influencées par les organisations révolutionnaires en plein développement.

Cette voie, dictée par le strict intérêt de la bureaucratie stalinienne se heurtera inévitablement au réalisme national de PC immergés dans la pratique de la collaboration de classe ; le PC italien ou espagnol dans un premier temps, mais demain peut-être le PC français, ou pour le moins une partie de sa direction. Seuls des partis comme le PC portugais trop récemment enraciné dans la légalité des institutions parlementaires, municipales et syndicales, peuvent échapper au poids de l'intégration nationale pour suivre à la lettre les sinuosités de la raison d'Etat soviétique.

On peut ajouter que les contradictions dans lesquelles va inévitablement se débattre le mouvement stalinien international seront propices au dégageement de courants centristes en son sein. Et que les militants révolutionnaires doivent dès à présent prêter une attention soutenue à ce processus.

D.B.

droit à l'autodétermination

Si nous reconnaissons à la question corse un contenu national, nous devons en déduire, en tant que militants du mouvement ouvrier français, le droit à l'autodétermination sans condition pour les Corses. Ce droit concrétise dès aujourd'hui la garantie qu'auront les Corses de pouvoir s'intégrer demain de leur plein gré et dans le respect de leurs droits, dans une France socialiste fédérative. Nous devons alors faire de l'autodétermination pour la Corse un mot d'ordre effectif. C'est donc totalement différent de ce qu'explique le camarade Alliés à propos de l'Occitanie par exemple. S'adressant aux militants occitanistes pour les convaincre que le développement inégal ne peut être réellement dépassé que dans le cadre d'une planification socialiste, il leur expose que la démocratie socialiste des soviets signifie de fait le droit à l'autodétermination : au cas où l'assemblée des conseils d'occitanie déciderait alors de faire sécession, personne ne prétendrait les en empêcher par les armes. L'argument a valeur pédagogique, il ne se traduit pas dans ce cas en un mot d'ordre (distinction que les thèses du 1^{er} congrès de la LCR tendent à obscurcir).

Du point de vue des camarades communistes corses, il est juste d'expliquer que le droit à la séparation ne signifie pas une obligation, que le but des prolétaires corses n'est pas d'échapper à l'exploitation par la bourgeoisie du continent pour passer sous la coupe d'une bourgeoisie autochtone. Il est donc juste de mettre au premier plan, comme ils le font dans une brochure diffusée en Corse et

été (3), un corps de revendications sociales : réforme agraire, nationalisation sans indemnité des grands domaines agricoles, emploi des Corses sur place... Et il est juste d'expliquer que ces exigences ne seront pleinement satisfaites que dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée. Mais ils doivent aussi s'attaquer dès maintenant aux formes de l'oppression nationale comme telle autour d'un corps de revendications autonomistes : bilinguisme administratif et universitaire, université corse, chaîne corse de télé... Jusques et y compris une revendication d'autonomie administrative qui, si elle chevauche les projets régionalistes de certaines fractions bourgeoises modernistes, revêt dans le cas spécifique de la Corse, compte tenu de son caractère national, une signification démocratique radicale, et à ce titre transitoire face à l'Etat fort héritier de l'Etat jacobin.

Soulignons pour finir que l'une des conditions d'une politique révolutionnaire juste en Corse, c'est une politique révolutionnaire juste du mouvement ouvrier français en direction de la Corse. Or une politique chauvine et divisionniste comme celle suivie par le Parti Communiste Français lors de la récente grève générale en Corse, ne peut que contribuer à obscurcir le problème et à exacerber le nationalisme corse.

D.B.

(1) Cf. Paul Alliés : Occitanie et lutte de classe (Maspero) ; l'article sur la Bretagne dans le n° 7/8 de la Quatrième Internationale ; et le manifeste Ce que veut la Ligue Communiste (P. 139 à 141).

(2) « Nous avons défendu le droit à l'autodétermination pour les régions où se manifestait un sentiment nationaliste... » Cf. Une chance historique pour la Révolution socialiste, Cahier Rouge nouvelle série n° 1, p. 12.

(3) « Corse : Question nationale et lutte de classe »

LE MAMMOUTH PARALYSÉ.

Quand Mammouth est en grève à Rennes, ça se remarque ! Les centaines de clients qui se pointent découvrent l'entrée du magasin barrée par un amoncellement de caddies. Tout le long de l'allée des panneaux qui leur expliquent les revendications, les conditions de travail des employés ; mais aussi les triptages de la direction qui n'hésite pas par exemple à facturer aux clients des échantillons qu'elle reçoit gratuitement... Rouge est allé poser un micro sur une table de la cafétéria. Autour de la table des grévistes. Deux d'entre eux racontent la grève et répondent aux questions devant le magnéto : G. (une fille) et Z. (un gars)

Z. : La grève a démarré contre Cercellier, le directeur. Il est arrivé il y a 8 mois ; au bout de 15 jours qu'il était là, il a commencé à envoyer des lettres recommandées un peu partout. Il a foutu une chef de département à la porte, déclassé l'ancien sous-directeur parce qu'il n'était pas assez salaud avec les ouvriers. Bref, une ambiance de travail absolument épouvantable. Au bout de quelques mois, ça a pété.

L'origine de la grève, c'est donc le refus de cette reprise en main du personnel, le refus de l'« ordre » que la direction essayait de faire régner.

G. : Oui, au départ, la première chose a été de demander le licenciement du patron.

Z. : Les mecs disaient : nous on veut bien partir en grève, mais il faut le foutre à la porte, c'est la première revendication. Dans un sens c'était quand même assez ambigu : quand un directeur est parti, on en nomme un autre... Dans la plate-forme revendicative il y a aussi l'annulation de toutes les sanctions et l'augmentation des salaires (1700 francs mini, 200 francs pour tous)

G. : C'est le lundi qu'on est parti en grève de 24 heures reconductible. Au début on faisait des AG trois fois par jour : matin, midi et soir. Le mardi, on a décidé de dormir ici toute la nuit pour garder les caddies qu'on avait mis devant les portes du magasin. Et c'est là qu'à minuit on a eu droit à une intervention de 30 agents de maîtrise, qui ont essayé de rentrer en force. On les a repoussés.

Vous aviez décidé une position sur ce que vous feriez en cas d'intervention ?

G. : En cas d'intervention des flics on avait décidé de rester assis au coude à coude devant les flics et d'attendre. Mais s'ils commençaient à tabasser, est-ce qu'il fallait « rester dignes » ? Ça n'a jamais été clair.

Z. : En AG on a voté : on reste dignes. Mais sur le terrain, quand les autres sont arrivés, une bonne partie du personnel et des comités de soutien avait sa barre de caddie en main...

Le problème de l'autodéfense n'a pas vraiment été discuté en AG ?

G. : Il y a eu des discussions ; mais là-dessus les propositions sont restées vachement isolées.

Après l'intervention comment a évolué la grève ?

G. : A partir de mercredi, on a vu que la grève allait durer jusqu'à la fin de la semaine et qu'il fallait prendre une initiative le dimanche pour aider à passer le cap du week-end. On a préparé un rassemblement de soutien au Mammouth. C'est là qu'on a commencé à parler de la nécessité d'un comité de soutien. Sur le comité de soutien, il y a eu un débat pour savoir s'il devait reposer sur les inorganisés ou sur les organisations syndicales et politiques. C'est la deuxième position qu'on a adoptée.

Le comité de soutien est assez large : il y a le PS, l'UL CFDT, des



D.R

CHANSON DE GREVE

Sur l'air de « Ils ont des chapeaux ronds... »

A Mammouth on est heureux, on fait du travail pour deux,
20 minutes pour bouffer, pas question d'aller pisser

REFRAIN 1

C'est nous les plus bornés, Cercellier la trique,
C'esr nous les plus bornés, mais on va gagner.

La galerie est occupée, les chariots sont renversés,
Mais la nuit dans le couloir, on ne voit pas tout en noir (Refrain 1)

Paraît qu'Mammouth écrase les prix, il écrase les paies aussi,
On n'a plus qu'à travailler et dir : « Merci monsieur Cercellier »

REFRAIN 2

C'est nous les plus bornés, Cercellier profite,
C'est nous les plus bornés, mais on va gagner.

Cercellier tu t'en iras, un autre après toi viendra,
Il continuera la guerre au profit de la S.E.R. (Refrain 2)

Grâce à ce genre de patron qui jouait trop du bâton
La S.E.R. va cèder : Merci Cercellier
Vivent les employés.

groupes d'extrême-gauche, il y a même eu une section CGT.

G. : Le PCF a refusé de venir au comité de soutien à cause de la présence des gauchistes. L'UL-CGT a refusé aussi.

Est-ce que les grévistes participent aux réunions du comité de soutien. Comment sont prises les décisions ?

Z. : Aux réunions du comité de soutien, il y a 5 grévistes mandatés qui participent. En cas de débat, ce sont les grévistes qui prennent la décision.

G. : Quand c'est le comité de soutien qui propose quelque chose et s'il y a un désaccord, on revient en AG pour décider.

Comment avez-vous posé le problème de la prise en charge de la grève par l'ensemble des grévistes ? Il y a des grévistes actifs, et qui n'ont pas de responsabilités syndicales, qui même peuvent n'être pas syndiqués. Com-





D.R.

ment faire pour qu'ils prennent des responsabilités dans la lutte ? Avez-vous discuté de la mise en place d'un comité de grève, et de commissions de travail ?

Z. : Nous étions pour un comité de grève. Mais cette position n'est pas passée. L'argument avancé contre c'est que des éléments antisyndicaux pouvaient être élus au comité de grève. Mais l'argument était surtout de dire : les délégués ont la confiance de l'assemblée générale. Remettre en cause les délégués c'est remettre en cause le passé et l'avenir syndical. Alors que le comité de grève avait pour but de renforcer l'unité de la lutte, il a été présenté dans le débat comme une remise en cause du syndicat. Du coup il y avait certaines personnes qui étaient pour le comité de grève et qui n'ont pas voulu rentrer en conflit, pour ne pas diviser l'assemblée générale.

G. : En fait la question a été mal posée. On a dit en gros : êtes-vous pour le comité de grève ou faites-vous encore confiance à vos délégués ? Alors que les deux ne sont pas opposés.

Z. : Tout de même on a admis en assemblée générale qu'il y ait deux non délégués qui viennent. Et un troisième a été de fait presque élu-délégué : il y avait en effet un délégué qui était au boulot en pleine grève. On l'a remplacé par un type élu en assemblée générale.

Et vous avez mis en place des commissions ?

G. : Il y a trois commissions : une commission femmes, une commission presse, et un groupe pour faire un Livre Noir sur le Mammouth.

Cahier de la taupe

n° 5

Il en reste encore !

Au sommaire

Les relations parti/syndicat « Lutter » de Georges Ségué
La grève de Transocéan
Contrôle ouvrier et commissions de travailleurs au Portugal

En vente à la librairie Rouge
3 F

Tu as parlé d'une commission femmes. Quel est le pourcentage de femmes dans le personnel ?

G. : Elles sont 80 %. On a fait une réunion de la commission, et on a sorti une affiche de compte-rendu.

La grève doit poser des problèmes pour la garde des gosses. Il doit aussi y avoir des fois des tensions dans les couples avec des maris sur la participation des femmes à la grève.

G. : Pour la garde des gosses, on va mettre en place une crèche commune avec les grévistes du Printemps qui sont à côté. Il y a déjà des filles qui se proposent pour garder les gosses.

Il n'y aura que des filles ?

G. : Non, j'espère que ça sera mixte quand même ! En ce qui concerne les problèmes avec les gosses et les maris, les filles qui sont là n'en ont pas tellement. Mais pour les filles qui ne viennent pas, ça pèse bien sûr.

Dans toutes les grèves longues, on voit une transformation de la mentalité des gens. Est-ce que la grève a duré assez longtemps pour qu'on voie cette transformation se produire ?

Z. : Déjà, ce qu'il y a de changé, c'est que les mecs (sic) commencent à surmonter leur peur du patron...

G. : Les filles aussi, remarque !

Z. : Enfin, quand je dis « les mecs », c'est global, puisqu'on est 80 % de femmes...Hmm.

G. : Tu vois, par rapport à ça, il y a vachement de filles qui réagissent maintenant. Il y a des choses qu'on ne laisse plus passer. Quand des mecs disent par exemple : « il faut que ça soit une fille qui s'occupe de la crèche », « il faut que ça soit une fille, qui aille faire les sandwiches », il y a des réactions, alors qu'au début de la grève, il n'y en avait pas.

Est-ce que vous misez sur une extension de la lutte ?

Z. : Le Printemps, qui est tout près est actuellement en grève. Batidécour, qui est une grande surface de bricolage, a débrayé, mais le patron a tout de suite cédé aux revendications. Il y a eu aussi un flottement à Rallie, le deuxième hypermarché de Rennes.

G. : C'est pour ça qu'on appelle à une réunion de tous les employés du commerce pour essayer de faire le point.



Sipa-Press

Marcel Boussac sur les champs de courses avec la reine d'Angleterre !

BOLBEC : BOUSSAC LICENCIE EN MASSE

Bolbec, bourge industriel de 12.000 habitants. A portée de pollution de l'estuaire de la Seine, des raffineries et des industries pétrochimiques. Ici, l'industrie traditionnelle, depuis plusieurs générations, c'est le textile. De nombreuses petites boîtes, fermant les unes après les autres, mais surtout Boussac-Desgenetais (724 salariés dont 60 % de femmes), la plus importante filature de la région. Tout le monde à Bolbec a quelqu'un dans sa famille qui y travaille.

Et puis, en rentrant de vacances, le verdict tombe : Boussac (« celui qu'on voyait une fois par an, le lendemain du Grand Prix de Deauville... ») ferme ses usines de Bolbec, Lillebonne et Caudebec : 984 licenciements au total.

Une fois la surprise passée, la riposte commence à s'organiser, sous l'impulsion essentiellement de la CGT : débrayages, appel à la solidarité, préparation d'une première manifestation. Celle-ci est un succès complet avec plus d'un millier de personnes. Les commerçants avaient fermé boutique en signe de solidarité.

Coup d'envoi réussi d'une bataille de longue haleine. Nous y reviendrons plus longuement dès la semaine prochaine.

Le 9.9.75
F. H.

ROCHEFORT : 143 LICENCIEMENTS A BOIS DEROULES

Rochefort sur Mer, en Charente Maritime : déjà 1500 chômeurs pour 30.000 habitants. Bois Déroulés est une filiale de St Gobain Pont à Mousson voit son PDG qui parle d'allonger la liste.

En février dernier, devant les menaces de licenciements, une grève avec occupation de 3 semaines avait eu lieu. Elle s'était terminée avec la signature d'un accord prévoyant notamment la garantie de l'emploi pour 1975. Or, le 31 juillet, à la veille des congés annuels, la direction annonçait les licenciements et envoyait aux travailleurs concernés (parmi lesquels de nombreux militants syndicalistes) une lettre leur demandant de ne pas se présenter à l'usine le 1^{er} septembre ! Morale patronale !

Depuis cette date, les travailleurs sont mobilisés à Rochefort : tout d'abord les « prélicenciés » se sont présentés à leur poste de travail. Le patron a muté sur leur poste des travailleurs employés en d'autres endroits de l'usine, accumulant les risques de conflits entre ouvriers. Sur la ville, la riposte s'organise aussi : à l'appel des UL-C.G.T., CFDT, FO soutenues par le Comité de Défense de l'Emploi une manifestation est annoncée pour le 10 septembre. C'est dans cette voie que les travailleurs des Bois Déroulés (800 personnes) et des autres entreprises de la ville touchées par le chômage (32 heures par semaine chez Zodiac) s'engagent : il faut créer 1 rapport de forces puissant dans la ville et la région en liant la lutte de tous les travailleurs victimes du chômage partiel ou de licenciement.

Ce n'est pas en multipliant les délégations d'élus locaux à Paris que les travailleurs obtiendront satisfaction. Ce n'est pas ainsi que les tanneurs d'Annonay ont gagné contrairement à ce que voudraient faire croire les réformistes qui privilégient les pressions et démarches en ce genre.

Tous aux côtés des travailleurs des Bois Déroulés en lutte pour la défense de leur emploi !

LA POLITIQUE A L'USINE

Défense des libertés politiques dans les entreprises ou tournée publicitaire des élus du P.C.F. ?

Judi 4 Septembre, G.Seguy devait donner le coup d'envoi de la rentrée sociale devant 10 000 militants syndicaux.

Le contexte économique et social, l'accentuation de la crise, la perspective d'un million et demi de chômeurs pour l'hiver, des poches de misère dans certains secteurs, une inflation de 15 % d'après l'indice de la CGT, justifiaient évidemment de faire le point et de préparer la riposte.

Malheureusement, le discours du secrétaire de la CGT a été largement en deçà de la situation. Même le ton (et les petites phrases...) n'étaient pas de la partie; on s'attendait à une dénonciation anti-capitaliste virulente, à des propositions d'actions mobilisatrices, à des échéances précises: pour imposer l'échelle mobile des salaires et garantir le pouvoir d'achat par exemple, ainsi que la baisse du temps de travail et les 35 heures.

Il est vrai qu'une journée nationale d'action est prévue fin Septembre (le 23 probablement) ainsi qu'un rassemblement jeune le 4 Octobre contre le chômage: c'est à travers ces journées qu'il faudra tenter d'ouvrir une brèche.

Certes il ne s'agit pas de prôner la grève générale à tout moment et nous ne sommes pas des partisans du tout ou rien. Mais nous pensons que pour mobiliser efficacement et préparer les travailleurs à des luttes massives, pour enrayer la démoralisation et la division qui règnent dans certains secteurs, il faut se fixer des objectifs clairs et précis (pas un catalogue de 25 revendications) et discuter démocratiquement au sein des syndicats et des assemblées de personnel, des modalités de la lutte.

Préparer une offensive suppose également une discussion critique et un bilan des actions de l'an passé: dont G.Seguy n'a pas dit un mot... Il a cependant levé le voile sur les concessions que la CGT est prête à faire notamment sur le monopole d'embauche, dans le livre, à propos du conflit du « Parisien Libéré » qui faute d'une tactique de lutte adéquate s'enlise de plus en plus.

ET LES LIBERTES POLITIQUES DANS L'ENTREPRISE ?

Alors que des événements politiques de grande importance n'ont fait l'objet que de brèves allusions: c'est le cas de la Corse, des condamnations à mort de Garmendia et Otaegui en Espagne, du Portugal, G.Seguy s'est attaché sur le problème des libertés politiques dans l'entreprise.

Il est vrai qu'il s'agit d'une bataille

importante, qu'il est décisif de mener: parce qu'elle met en cause le monopole du patronat sur l'entreprise, un monopole tant économique que politique; parce qu'il est vrai qu'il est plus efficace de combattre sur le lieu de travail l'idéologie bourgeoise, le gouvernement et sa politique.

Et l'on peut être certain que le patronat et la bourgeoisie opposeront à cette liberté là des obstacles qu'ils ne lèveront que contraints et forcés. Nous sommes tout acquis à ce combat, nous considérons comme des artifices réactionnaires toutes les élucubrations sur « l'apolitisme » des syndicats dont F.O. en France montre où elles conduisent.

Mais si l'on se lance dans une telle bataille, encore faut-il savoir quand, comment et avec qui la mener, sous peine d'obtenir des résultats contraires à ceux que l'on espère. Pour cela, il faut se mettre d'accord sur une première constatation: la classe ouvrière française divisée historiquement depuis 50 ans sur les plans politique et syndical, fait souvent preuve d'une grande méfiance à l'égard des partis responsables à ses yeux des divisions qui l'affaiblissent et soupçonnés d'être compromis dans des opérations parlementaires et ministérielles soit de manipuler les syndicats et d'y imposer une orientation et une seule. Alimentés par ces faits, ces préjugés existent et il faut pour les combattre beaucoup de doigté et surtout être à même de faire la preuve en pratique qu'ils n'ont pas lieu d'être.

Or, la manière sectaire et bureaucratique dont procède le PCF risque au contraire d'aboutir au résultat inverse... Il est vrai que la perte d'audience de ses militants, l'affaiblissement de ses cellules d'entreprises face à la remontée du Parti Socialiste obligeaient le PCF à redresser la barre (il s'est fixé pour objectif de passer de 6500 à 8000 cellules d'entreprises d'ici 1975). Mais il l'a fait en se servant de la CGT comme d'une courroie de transmission: en transplantant brutalement des responsables CGT notoires en secrétaires de sections du PCF comme ce fut le cas d'Halbeher à Renault (pourtant responsable démocratiquement élu en congrès de la Fédération de la Métallurgie...) ou bien en faisant endosser à la CGT son conflit avec Jean Daniel et le « Nouvelle Observateur » (voir les déclarations du service de presse de la CGT dans l'Huma du 28.8.75, celles de Lucine Postel, secrétaire de la Fédé Métaux dans l'Huma du 5 Septembre) ou encore en faisant assumer par les sections CGT les appels aux meetings de dirigeants du PCF et d'eux seuls dans l'entreprise.



Didier Maillat

ET LA DEMOCRATIE OUVRIERE ?

En second lieu, une telle bataille ne saurait être menée du profit d'un seul parti ouvrier; elle doit permettre à toutes les organisations politiques (à l'exception des groupes racistes et fascistes) de s'exprimer, y compris les partis bourgeois dont nous n'avons pas à redouter l'expression idéologique:

le mouvement ouvrier a tout à gagner à la confrontation publique dans l'entreprise avec les hommes politiques du patronat. Ce sont eux qui redoutent ce débat et veulent faire croire que l'usine est étrangère à la politique. Qu'ils viennent donc rendre des comptes devant les travailleurs! Qu'ils viennent justifier leurs votes, leurs positions, leurs solutions à la crise et au chômage!

Seule une telle position peut être appuyée par la majorité des travailleurs qui y trouveront alors un intérêt et un stimulant à la discussion.

Or, si le libéralisme du PCF à l'égard des partis bourgeois ne fait guère de doutes, rien n'autorise à penser qu'il ne maintienne pas ses exclusives à l'égard de l'extrême gauche, et surtout rien ne permet de croire que le Bureau Confédéral CGT accorderait un soutien équivalent aux partis autres que le PCF, puisque ce dernier prétend être le seul parti de la classe ouvrière.

Enfin, il est une condition encore plus décisive si l'on veut remporter la victoire: c'est de faire en sorte que les travailleurs dans leur majorité comprennent l'intérêt d'une telle démarche, la fassent leur, soient consultés démocratiquement sur les débats à mener et les initiatives à prendre, ce qui exclut notamment de commencer par des initiatives à des fins internes de recrutement et de renforcement objectif qui est au centre de

l'intervention du PC depuis son 21^e congrès. Dans une période de difficultés croissantes, c'est de la crise qu'il faut parler, des moyens (qui sont politiques certes) d'en sortir. Ceci suppose un débat ouvert, public sur la division de l'union de la gauche, sur comment en finir avec ce gouvernement; on pourrait croire que les responsables du PC avaient de telles intentions à en juger par le ton des reportages de l'Humanité sur la vie du Parti dans les entreprises, Ch Silvestre n'écrivait-il pas en Mai dans un reportage sur Creusot Loire: « La classe ouvrière va-t-elle au Creusot, jouer bon an ou mal an, le seul rôle d'appui électoral, au lieu de combattre pour ses propres intérêts politiques comme le conçoit le PCF? » Et Michel Cardoze jugeait nécessaire de « combattre efficacement ces effets du réformisme que la pratique exclusive du syndicat tend à répandre » (Huma 4.6.75)

2 POIDS, 2 MESURES

Voilà quelques affirmations qui sentent le soufre et qui pourraient faire l'objet de débats intéressants dans la CGT elle-même.

Hélas il faut déchanter: ce qui est bon dans l'entreprise n'est pas bon dans le syndicat. André Allamy secrétaire confédéral de la CGT l'a vertement fait remarquer à la FEN « vouloir procéder à des clivages politiques dans l'organisation syndicale... c'est transformer le syndicat de masse en une sorte de champ clos où s'affronteraient les différentes tendances politiques vouant ainsi le mouvement syndical au bavardage, à la paralysie, à l'inefficacité ». Ce qui n'empêche pas J.Chambaz, dirigeant du PCF, de considérer que sur le lieu de travail, tous les problèmes doivent pouvoir être abordés, « y compris ceux qui concernent le comportement du PS » Les clivages politiques seraient-ils bons dans l'usine mais mauvais dans la CGT ?

La tournée des élus du PCF bardés de leurs écharpes tricolores appelant au programme commun et à l'adhésion, risque plutôt de faire de cette campagne un repoussoir pour les travailleurs qui n'y verront qu'une opération publicitaire, bureaucratique, extérieure à leurs besoins et à leurs préoccupations. La poursuite d'une telle bataille dans ses modalités actuelles loin d'aller dans le sens de la conquête des droits politiques dans l'usine permettrait à la propagande patronale de se répandre en toute impunité.

J.H.

UNE RENTREE PAS COMME LES AUTRES

Le gouvernement
a enfin accouché
d'une réforme.
Il faut encore
qu'il puisse l'appliquer

■ De projets en réformes avortées, de Fouchet en Fontanet, cahin-caha, il en aura fallu du temps... mais désormais c'est fait. Le pouvoir a enfin une loi — bel et bien votée — portant réforme de l'enseignement secondaire. Un texte sommaire, adopté à la sauvette en juin dernier par un Parlement assoupi. Une façon d'avoir l'air ferme et décidé après le refus unanime de l'ensemble des organisations ouvrières, démontré dans la rue par les principaux intéressés, les lycéens et les collégiens. En fait, ce n'est que partie remise.

une loi sur mesure

La « loi Haby » est volontairement imprécise et générale pour permettre une application progressive, au gré des rapports de force, des buts du pouvoir en matière de formation, en multipliant les décrets gouvernementaux. Néanmoins, le texte laisse d'ores et déjà facilement entrevoir les buts poursuivis. L'article 1 précise que « la formation scolaire constitue le point de départ de l'éducation permanente » : derrière la formulation humaniste, c'est la porte ouverte à la réduction de la formation initiale au profit des formations patronales « maison » étroitement adaptées au poste de travail, une des idées clefs de la réforme.

L'article 9 légalise le contrôle continu pour « l'appréciation des résultats » : en jouant sur l'impopularité justifiée des examens, c'est l'introduction d'un bachottage permanent.

L'article 10 généralise la présence dans les jurys de l'« enseignement technologique » des « représentants des professions » : l'expression pudique désigne les patrons qui voient ainsi une des revendications des assises de 1970 du CNPF sur la formation satisfaite, c'est-à-dire une intervention directe dans l'enseignement technique public, dans l'organisation des débouchés comme dans son contrôle.

L'article 11 introduit la notion de « communauté scolaire » formée par les personnels, les parents d'élèves et les élèves qui doivent « contribuer à son bon fonctionnement » : le vocable, séduisant lui-aussi, cache, une normalisation de la fonction enseignante, un renforcement de la discipline et de l'ordre moral, tout membre de la « communauté » devant obligatoirement suivre ses règles.

Enfin les articles 16 et 18 donnent carte blanche au gouvernement pour inscrire plus précisément ces généralités dans la réalité du système éducatif : le premier en annonçant que des décrets — sur lesquels le Parlement n'a bien sûr rien à dire — « préciseront les modalités d'application » progressive de la loi, le second en abrogeant « toutes dispositions législatives contraires aux dispositions de la présente loi » — la généralité du texte faisant de Haby et ses pairs les seuls juges sur ce point !

du pain sur la planche

En cette rentrée, Haby s'est par ailleurs permis quelques confidences sur les prochaines étapes de



Miroglio

son offensive (cf. le Monde de l'éducation, sept. 75). D'abord, il y aura les décrets d'application dont, gracieusement, le ministère nous donnera connaissance dans son « bulletin officiel ». Ensuite, « la définition de nouveaux contenus de l'enseignement », c'est-à-dire la volonté d'imposer le « savoir minimum garanti » vanté par Giscard, savoir qui, derrière le regroupement de disciplines et la relativisation de certaines trop propices à développer l'esprit critique, signifie un appauvrissement de la formation scolaire. Puis enfin, la présentation devant le Parlement de deux nouveaux projets de loi sur les personnels et les établissements, au printemps. Ces précisions tracent également les tâches de la contre-offensive que, dans l'unité, enseignants, élèves et travailleurs doivent opposer aux objectifs de Haby. Car bien que « votée » la loi ne doit pas pour autant « passer » dans la réalité de l'institution scolaire. Quant aux deux nouveaux projets, ils devront buter contre la riposte qu'ils méritent lors de leur présentation au Parlement. Car il faut la préparer tout de suite, dès cette rentrée. En s'attaquant, au-delà de la sempiternelle bataille d'automne des directions réformistes sur l'austérité, à l'ensemble du front de lutte que doit être pour le mouvement ouvrier la formation et l'éducation. En défendant contre le démantèlement et la privatisation le caractère public de l'enseignement, en promouvant contre l'idéologie dominante une formation critique, ouverte sur les pratiques sociales et les luttes. En opposant à la sélection sociale la bataille pour une même formation publique, dans la même école, pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans.

les jeunes, premières victimes du chômage

Outre la « loi Haby », et les décrets qui la suivront, une autre menace pèse sur les jeunes, qu'ils soient déjà jetés sur le marché du travail ou encore lycéens ou collégiens : le chômage. Près de la moitié des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans. Plus de 500.000 jeunes de moins de 25 ans sont déjà au chômage ; avec l'arrivée ce mois-ci de 600.000 autres à la recherche du premier emploi, c'est bientôt un million de moins de 25 ans au chômage qu'il y aura dans ce pays ! Et ce n'est pas la poudre aux yeux de l'« opération 500.000 jeunes » et des contrats « emploi-formation », masquant l'absence de débouchés offerts aux jeunes à la sortie de l'école, qui changera cette situation.

S'opposer à cette situation faites à ces jeunes, premiers licenciés avec les femmes et les immigrés, placés aux tâches les plus dures, n'est pas la seule affaire des jeunes travailleurs et des syndicats ouvriers. Les lycéens et collégiens doivent aussi se jeter dans cette bataille pour l'emploi et la réduction du temps de travail. Les « AG de rentrée » des lycées doivent mettre cette question à l'ordre du jour. Et le rassemblement national du 4 octobre « pour l'emploi et les ressources des jeunes en relation avec le droit au travail et au métier » convoqué à Paris par la CGT et la CFDT doit être l'occasion de réaliser une première unité des jeunes en

formation et des jeunes au travail contre le patronat. Cette initiative, malgré l'absence totale de perspectives générales de lutte contre le chômage dans l'accord CGT-CFDT, peut prendre une importance particulière s'il est préparé par une réelle mobilisation des jeunes au travail comme à l'école. Face au développement du chômage, aux tentatives d'adaptation du système de formation aux nouveaux besoins du patronat et à la situation misérable imposée aux jeunes en matière de logements, d'indépendance et de loisirs, l'unité doit être sans préalable et sans exclusive. L'appel au 4 octobre fait par G. Ségué devant les militants de la CGT de la région parisienne devrait le permettre : « ce rassemblement, a-t-il affirmé, crée les conditions d'une vaste campagne nationale pour les revendications de la jeunesse, dont la plupart sont étroitement liées à celles de tous les travailleurs... » ; « nous appelons tous les jeunes travailleurs, tous les jeunes sans emploi, les élèves des collèges, des lycées, les étudiants, les parents touchés par le chômage des jeunes... à participer massivement aux rassemblements locaux, départementaux, régionaux préparatoires au rassemblement national. »

une première échéance : le rassemblement du 4 octobre

Dans les établissements scolaires, des comités de mobilisation doivent préparer cette initiative, jetant les bases d'une lutte plus générale contre le chômage des jeunes et l'application de la loi Haby. Ils devront demander, en prenant contact avec les Unions locales des syndicats, à participer aux rassemblements précédant le rassemblement national. Ces derniers devront être l'occasion d'aller plus loin que les strictes revendications économiques contre le chômage, d'aborder aussi la solidarité avec les luttes de soldats et celles des travailleurs portugais. Ils devront aussi permettre d'élargir le débat sur les mots d'ordre, les structures, les revendications nécessaires à ces luttes : les JC viennent d'appeler à la constitution de « comités de lutte de jeunes chômeurs » ; pourquoi ne pas généraliser des comités de chômeurs dépassant les divisions syndicales, pourquoi ne pas aller vers un mouvement national des chômeurs, soutenu par les syndicats. Derrière le chômage, il y a la formation telle qu'elle s'inscrit aujourd'hui dans les entreprises sous les noms pompeux de formation permanente, formation continue ou même « éducation récurrente », la construction d'un véritable front de lutte des travailleurs, des enseignants et des élèves contre la politique de formation du pouvoir, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'institution scolaire n'est-elle pas à l'ordre du jour ?

Bref, en attendant le vote du budget de l'Éducation nationale, le rassemblement du 4 octobre devra être la première échéance dans la construction de la mobilisation de la jeunesse scolarisée, aux côtés du mouvement ouvrier et dans l'unité avec lui, contre les mauvais tours de Haby.

A LA CROISEE DES CHEMINS

Le tandem Bourges-Bigeard a compris que la révolte des appelés était trop sérieuse pour être traitée à coup de bluff.

■ L'armée française est-elle en train de changer ? La question n'est pas absurde. Le développement des luttes du contingent a mis en pleine lumière l'archaïsme, l'inadaptation de l'armée aux besoins de la bourgeoisie française. L'introduction des luttes de classes dans l'institution militaire a donné un coup de fouet au développement de contradictions multiples en son sein et qui vont bien au-delà du problème que représente pour la bourgeoisie l'indocilité du contingent.

L'éclosion de ces contradictions a jalonné l'année 75 : inadaptation patente du service national, malaise et crise du petit et du moyen encadrement, luttes de clans intenses dans les états-majors et oppositions virulentes quant aux solutions à apporter à la crise de l'armée, effritement des doctrines stratégiques officielles etc. Il y a quelque chose d'impressionnant, sept ans après mai 68, en pleine période de montée des luttes de masse, dans la révélation au grand jour de la fragilité du sanctuaire de l'état bourgeois.

REMEDE DE CHEVAL

Mais prenons-y garde : un moment désemparés, les hommes au pouvoir n'ont pas tardé à comprendre qu'à fièvre de cheval il faut remède sérieux ; contrairement à Soufflet, l'équipe Bourges-Bigeard a compris que l'affaire était trop sérieuse pour être traitée à coup de bluff. Et de dessiner un plan de bataille, de s'atteler à une transformation profonde de l'institution militaire. Les révolutionnaires auraient tort de considérer ces efforts de bourgeois lucides comme des velléités irréalisables. Après tout, la bourgeoisie française a su, une fois la grand'frayeur surmontée, tirer parti à sa manière de Mai 68. Pourquoi pas du « Mai 68 » qu'a connu l'armée après l'appel des cent et Draguignan ?

dans les projets de Bourges et Bigeard, il faut distinguer l'essentiel de l'accessoire. Le feu étant dans la maison, il a bien fallu parer au plus pressé, s'efforcer d'endiguer les formes les plus explosives de la combativité des appelés, de calmer la colère et atténuer le désarroi des petits et moyens

cadres : c'est le sens des premières réformes promulguées, celles qui concernent le règlement de discipline, la solde, les permissions, le statut des cadres, leurs salaires, leurs profils de carrière, etc. Mais derrière ces réformes assez habilement dosées, ne se profile aucune « philosophie » nouvelle de l'ordre militaire, il ne s'agit que de colmater les brèches les plus béantes : les appelés demeurent la piétaille irresponsable de l'institution, le petit et le moyen encadrement reste soumis à une somme impressionnante de réglementations concernant ses possibilités d'expression, d'action publique, etc.

CONTRADICTION PRINCIPALE

Mais l'essentiel des préoccupations de l'équipe au pouvoir n'est pas là : contrairement à ses prédécesseurs, aux Debré, aux Messmer, elle a compris où gisait la contradiction essentielle de l'armée française : dans le maintien d'un système archaïque de recrutement fondé sur l'enrôlement massif de centaines de milliers d'appelés inexpérimentés et passifs eux-mêmes encadrés par un corps pléthorique d'officiers et de sous-officiers sous-qualifiés, marqués par un esprit de routine indémodable, portant sur leur épaules le fardeau des revers du passé. Un tel système heurte de front les tendances objectives à la professionnalisation des armées

impérialistes que l'on retrouve à l'œuvre dans tous les pays capitalistes avancés. Le problème central est donc, pour la bourgeoisie, le suivant : comment surmonter un archaïsme, un retard si grands qu'ils en sont venus à faire vaciller l'édifice militaire en son entier ?

La réponse n'est pas simple. L'archaïsme de l'armée française est enraciné dans des traditions historiques, des pesanteurs sociologiques telles qu'on n'en viendra pas à bout en un jour. Les projets de réforme, les plans les plus habiles se heurtent d'emblée à un contexte socio-économique défavorable et à des données difficilement réversibles comme le haut niveau de combativité du contingent et le glissement à gauche d'une partie de l'encadrement. Ces obstacles n'ont pas empêché l'équipe en place de faire plusieurs pas en avant dont le principal est sans doute la définition — théorique certes — d'une formule intermédiaire entre armée de conscription et armée de métier qui semble viable du point de vue économique et stratégique. Il s'agit, dans les grands traits, de la fameuse réforme mise au point par le général Méry dont la récente ascension fulgurante ne surprendra personne. Connue sous le nom de « service à la carte », elle donnerait le choix aux recrues entre deux armées : une armée de volontaires où l'on s'engagerait au moins pour 18 mois avec le SMIC et une armée de « défense civile » dans laquelle on ne passerait, avec la solde actuelle, que 6 ou 4 mois.

Sous ses dehors « constructifs » voire attirants pour une partie de la jeunesse peu soucieuse de gâcher 12 mois dans une caserne, ce projet de réforme dessine le cadre d'une remodelage profond de l'institution militaire, d'une professionnalisation de l'essentiel des effectifs faisant effectivement partie du potentiel combattant. Elle ouvre la voie à d'autres réformes nécessaires au plan de la structuration de l'armée (forces de manœuvre, Défense opérationnelle du territoire, corps de bataille...).

IDEES NOUVELLES

Sur ce plan, disons, sans entrer dans les détails, que tout le monde s'accorde pour dénoncer la lourdeur des structures actuelles et insister sur la nécessité d'une mobilité et d'une souplesse plus grandes des unités. Les débats et les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de préciser le cadre de cette réorganisation qui concerne surtout l'armée de terre. Toutes sortes d'idées nouvelles ont été avancées dans la période récente, par des gens très officiels, on a parlé d'en finir avec la concentration de l'essentiel du dispositif militaire dans le Nord-Est du pays et en RFA et d'implanter des unités dans des départements qui n'ont pas « vu » l'armée depuis des dizaines d'années, on a annoncé une modification du système des réserves et de la mobilisation qui permettrait entre autres choses à la gendarmerie de doubler ses effectifs en temps de crise... Tout ceci va assurément dans le sens d'une souplesse accrue des dispositifs contre-révolutionnaires en période de crise. De la même façon, l'idée est avancée d'une refonte du « corps de bataille français » — c'est-à-dire des cinq divisions massées à l'Est et en RFA destinées à tenir (?) le premier choc face aux troupes du Pacte de Varsovie — autour du système des « Pluton », arme nucléaire tactique. Enfin, le rôle de la Défense Opérationnelle du Territoire doit être redéfini, cette réforme allant vraisemblablement dans le sens d'une relativisation de la DOT. Les projets de réorganisation de l'armée de Terre inclinent en effet dans le sens de la suprématie des forces de manœuvre. Les premiers

REPRESSION A BERLIN

Depuis la fin du mois d'août, deux soldats du 46^oRI stationné à Berlin sont détenus par les gendarmes français de Berlin. Ils s'appellent Bujon et Thoury ; on les accuse d'avoir injurié l'armée, d'avoir distribué des tracts et des journaux, d'avoir créé un comité de soldats. Leur détention prolongée par les gendarmes est illégale.

Ces camarades risquent le tribunal militaire. C'est que l'autorité militaire française de

Berlin n'aime pas « La Cause du Soldat », journal du comité local qui en est à son N^o4. Elle comptait sur l'isolement des bidasses français de Berlin pour frapper tranquillement. Peine perdue ! Depuis leur arrestation, un N^o spécial de la Cause du Soldat est paru, ainsi que plusieurs tracts diffusés par les antimilitaristes allemands. Le mouvement de solidarité s'amplifie. Libérez Thoury et Bujon !



pas, déjà connus, annoncent l'unification des commandements jusqu'ici éclatés. Les régiments de DOT deviennent de fait auxiliaires des forces de manœuvre et relèvent du même commandement. Il y aura « sept grands chefs militaires » disposant d'unités mobiles et polyvalentes. Ainsi, on est porté à croire que la DOT ne sera plus la pierre de touche de l'arsenal de guerre civile et qu'elle laissera cette mission aux forces de manœuvre réorganisées souples et mobiles, fondées, pour l'essentiel sur des corps professionnels.

Ce n'est pas un intérêt de spécialiste qui guide l'évocation de ces réformes en cours. C'est que l'enjeu en est l'adaptation de l'armée bourgeoise à ses tâches contre-révolutionnaires. Force est de constater — si l'on se réfère par exemple au débat totalement académique qui avait traversé la classe politique bourgeoise au moment des mouvements contre la loi Debré sur « armée de métier ou armée de conscription » — que le canevas proposé par Bourges et Bigeard est relativement cohérent et réaliste du point de vue des intérêts de la classe dominante. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs que sur plus d'un point il « rencontre » les propositions d'un Henu... Par ailleurs il va sans dire que la réalisation de l'essentiel de ces projets modifierait considérablement le cadre d'intervention des antimilitaristes révolutionnaires : en quatre mois de service, la combativité des appelés ne saurait se déployer de la même façon qu'en un an de caserne ; la revendication d'un syndicat de soldats ne manquerait de rencontrer un grand écho parmi les semi-professionnels des 18 mois, mais le sens de cette bataille ne se trouverait-il pas infléchi par le fait que les vrais appelés, eux, n'y trouveraient guère matière à s'engager vigoureusement (quatre mois, ce n'est pas long).

PAS DE TORTUE

Pour ces raisons, la bataille contre les projets de réforme de l'équipe au pouvoir est aujourd'hui un axe essentiel. Sans relâche, nous devons dénoncer la marche à la professionnalisation de l'armée dont la dynamique est parfaitement

claire en dépit des allures inoffensives dont elle se pare. Cette bataille n'est pas une bataille de principe pour la beauté du geste. Bourges et Bigeard sont loin d'avoir la partie gagnée. Ce n'est pas pour rien qu'ils sont obligés de faire passer leur réforme « en tranches », accumulant tests infimes et pas de tortue. On est loin de l'assurance tranquille d'un Bourges qui, à la fin de l'hiver, annonçait la Grande Réforme pour les mois à venir. Sur tous les plans, social, économique, politique, du point de vue aussi des conditions internes à l'armée, l'équipe en place n'a pas les coudées franches.

Quelques exemples : l'introduction des « Pluton » dans un certain nom-

américains s'irritent de l'incohérence du dispositif stratégique français, tout entier tourné à l'Est et inutilement séparé du dispositif impérialiste européen intégré... Pire : dans un essai retentissant et très virulent, un jeune officier, le commandant Brosselet met en pièces le B-A BA de la stratégie militaire française. Son livre « Essai sur la non-bataille » est chaudement discuté dans les états-majors et les écoles de guerre. On est avec Brosselet ou contre Brosselet ; Bourges et Bigeard tardent à faire savoir de quel côté ils penchent : cela souligne bien les retards et les incohérences non encore surmontées des doctrines et stratégies militaires officielles.



Conférence de presse de la coordination des comités de soldats en Allemagne.

bre de régiments de l'Est a été célébrée avec éclat par Chirac et Bourges comme un pas en avant dans la modernisation du corps de bataille, un progrès essentiel de la stratégie militaire française etc. Mais l'événement n'a pas tardé à se retourner en son contraire ou peu s'en faut. Le pouvoir s'est retrouvé avec une campagne de la gauche contre l'introduction des Pluton en RFA sur les bras. Plus grave, l'introduction de « Pluton » a précipité l'apparition de graves incohérences dans la stratégie militaire de l'impérialisme français face au Pacte de Varsovie. Un certain général Périéti polémique ouvertement dans les colonnes de la *Revue de Défense Nationale* contre ces incohérences qu'il attribue à Chirac. Les chefs militaires

EN PRATIQUE

Dans la pratique, les mêmes flous demeurent : la remise en cause de la place et la fonction de la DOT — que les gaullistes officiels présentaient ouvertement après 68 comme le fer de lance de la militarisation sociale et du « rétablissement de l'ordre » dans le contexte d'un nouveau Mai 68 — a été l'occasion de batailles homériques. C'est évidemment que bien des carrières étaient en jeu et que la rupture avec les conceptions traditionnelles ne pouvait se faire sans résistances parmi le haut encadrement de l'armée de terre où les doctrines gaullistes conservent du poids. A leur manière, Bourges et Bigeard ont essayé de trancher

(cf. plus haut) mais non sans encenser « les petits gars de la DOT » et parler à tout bout de champ de « revaloriser nos forces de DOT ». Dans ce cas comme dans bien d'autres l'opportunisme forcé de l'équipe en place risque fort de tourner à la confusion et de ruiner la cohérence de la Réforme.

JEU DANGEREUX

Lorsqu'enfin dans le nouveau magazine de l'armée, *Armée d'aujourd'hui*, patronné par Bourges on lit un article rédigé par un collectif de jeunes officiers expliquant qu'il faut « décriper » le problème du syndicalisme aux armées, qu'évidemment la conception du syndicat de soldats que colporte la presse révolutionnaire est inacceptable en tout temps et en tous lieux mais qu'il existe une autre version du syndicalisme militaire, « réformiste » celle-là et dont on pourrait parfaitement discuter, on ne peut s'empêcher de penser que le ministre des armées joue un jeu assez dangereux : certes il ne peut espérer « faire passer » sa réforme auprès des militaires qu'en ouvrant largement les fenêtres de la vieille bâtisse, mais par la même occasion il offre de belles occasions aux vieux démons de la lutte de classe de s'y engouffrer. Et que fera-t-il si demain une fraction non négligeable de l'encadrement le prend au mot et, sous la pression du mouvement des appelés en vient à exiger le droit de créer un syndicat absolument autonome de son ministère ?

Bourges et Bigeard sont donc encore bien loin du but. Il dépend pour une part de l'action des antimilitaristes révolutionnaires et des soldats du contingent que leurs projets d'adaptation de l'armée à ses tâches contre-révolutionnaires de demain échouent. De ce point de vue, la bataille contre la professionnalisation de l'armée, pour le développement de l'autonomie politique du contingent face à la hiérarchie jouent un rôle décisif. L'approfondissement des luttes de classes au cœur même de l'institution militaire et son affaiblissement comme dispositif contre-révolutionnaire sont pour nous une tâche stratégique. M.L.

FÊTE FORUM GALA RASSEMBLEMENT

Tous à Paris
18/19 octobre, Halles de la Villette

débats, forums

■ Toutes sortes de débats sont prévus. Certains se dérouleront autour des stands, dans des emplacements prévus à cet effet : leur liste ne sera pas close d'avance, elle s'enrichira durant la fête elle-même. D'autres, planifiés à l'avance, se dérouleront sous des chapiteaux prévus à cet effet. Ils sont conçus de manière à donner l'image de la démocratie ouvrière pour laquelle nous combattons, il ne s'agira pas de « présenter » la LCR dans l'ennui et la monotonie mais de provoquer des conversations, des polémiques des débats fraternels. Sont prévus, des contacts étant pris à cet effet : la crise économique, défense du marxisme, ville et révolution, la révolution portugaise, l'oppression des femmes, marxisme et psychanalyse, les travailleurs, la télé et l'information, la démocratie socialiste, l'Italie, l'Espagne, show-business, pop music et capitalisme, l'armée, la jeunesse, les régions, le colonialisme et l'impérialisme français, le nucléaire et la pollution.

les stands

■ Plusieurs centaines de stands sont prévus. Ils seront répartis par cités regroupant par thèmes les stands, de façon à favoriser les débats spontanés (des aires seront réservées à cet effet), les échanges, les discussions. Ainsi, il y aura : une cité internationale regroupant les sections de la IVème Internationale, les groupes étrangers présents et les comités de soutien aux luttes internationales ; une cité des luttes ouvrières où, autour d'un grand stand des groupes taupes rouges seront rassemblés les différentes branches ouvrières où est présente la LCR, les entreprises en lutte pouvant par ailleurs, évidemment, obtenir un stand ; une cité des régions où seront regroupés les points de ralliement régionaux, présentant tant leurs activités politiques particulières que d'autres spécialités (culinaires par exemple...) ; une cité du mouvement autonome des femmes où seront représentés l'ensemble des groupes femmes désirant venir à la fête ; une cité des soldats où seront présents l'ensemble des mouvements antimilitaristes ; une cité des jeunes à l'école comme au travail ouverte aux organisations étudiantes et de jeunesse ; une cité de l'extrême gauche ; une cité culturelle ; une cité vivre autrement...

Tous les groupes ou mouvement se réclamant du combat des travailleurs peuvent tenir un stand. Ils doivent le faire savoir en écrivant à l'adresse de Rouge « Fête-commission stands » avant le 25 Septembre dernier délai. Les stands seront loués au prix coûtant. Ils seront gratuits pour les boîtes en lutte.



les vignettes sont en vente

30 F. pour les deux jours : à Paris et en province, auprès des militants de la LCR, auprès des diffuseurs de Rouge, dans les librairies Rouge ou « Taupé Rouge » les billets pour la fête sont d'ores et déjà achetés. Amis lecteurs, sympathisants, achetez-les le plus tôt possible. Et pour vous, le coût d'entrée sera plus faible car les billets seront vendus 20 F. pour la journée sur place. Commandez les carnets de vignettes au 10, Impasse Guémenée.

qui est qui ? les participants se présentent

Gwendal

Il y a des Bretons dans notre groupe mais qu'importe, nous ne faisons pas d'a priori ethnique. La musique n'est pas une succession de compartiments isolés et étanches. De ce fait, il est dur de savoir à quel compartiment nous appartenons.

La renaissance folklorique est une réaction à l'oppression industrielle et à l'ensemble de ses mécanismes. Ce n'est pas par hasard si elle fleurit au sein des cités urbaines.

Il n'est pas obligatoire de s'électrifier pour faire de la musique contemporaine !

Instruments utilisés : flûtes irlandaises, traversière, bimbardes, cornemuse, violon, mandoline, guimbardes, percussions, guitare, basse.

- danse - theatre - expérience -

Le D.T.E est né en Septembre 1971 d'un besoin commun de concilier en un même lieu, une école et un atelier de recherche. Des danseurs de formations diverses font un travail de recherche collectif sur les notions de temps, espace, forme, énergies ; étudient la danse en relation avec d'autres moyens d'expression du théâtre. Pour explorer différents espaces et toucher de nombreux publics, ils veulent créer des événements dans toutes sortes de lieux (théâtres, rues, écoles, parcs...)

à suivre...

Costa-Gomes (à gauche) et Otelo de Carvalho lors de la dernière assemblée du M.F.A.



D.R.

un pas en avant pour le PS et le PPD, un strapontin pour le PC, la rue pour les travailleurs et les soldats

« L'armée doit revenir à la discipline classique et à la hiérarchie ». « Il faut épurer l'armée de tous les éléments qui sont compromis avec des partis comme le parti communiste ou les groupes extrémistes » a déclaré le 8 septembre le capitaine Sousa de Castro. Ce capitaine-là est l'un des signataires du document Melo Antunes. Depuis la dernière assemblée du MFA il est membre du Conseil de la Révolution. Il sera peut-être ministre. En tout cas, il est dans le ton : la reprise en main décidée par le Conseil de la Révolution « restructuré » après l'assemblée-croupion du MFA, boycottée par l'armée de terre et l'aviation, va bon train. Vasco Gonçalves, premier ministre de 25 jours est limogé de « l'organe suprême de la révolution », avec d'autres de ses partisans. Melo Antunes et les siens, du « groupe des neuf », sont tous réintégré, à l'exception de l'amiral Victor Crespo, l'ancien haut-commissaire au Mozambique, en faveur duquel une pétition circule déjà dans la marine. Le capitaine Vasco Lourenço, du « groupe des neuf », préside désormais la « commission de restructuration » du Conseil de la Révolution, lequel vient de promulguer un véritable décret de censure interdisant la publication de communiqués, motions et déclarations militaires n'émanant pas du Président de la République (Costa Gomes), du commandant du COPCON (Otelo Saraiva de Carvalho) ou des chefs d'état-major (Fabião, Pinheiro de Azevedo, Morais e Silva).

Le sixième (en moins de 18 mois !) gouvernement provisoire est sur le point d'être formé par l'amiral Pinheiro de Azevedo : sans doute un nouveau gouvernement de coalition où le PS et le PPD se tailleront une place de choix au côté d'un MFA provisoirement ressuscité par la cohabitation gouvernementale des chefs de file de ses principaux clans et où le PCP acceptera bien un strapontin.

la hiérarchie existe toujours

C'est bien la fin du mythe du « libérateur du 25 avril », « avant-

un pas en avant deux en arrière

garde révolutionnaire » si chère aux dirigeants du PCP. Du MFA, il ne reste plus que trois lettres d'un sigle recouvrant au moins quatre groupes : les réactionnaires, les « modérés » libéraux bourgeois ou sociaux-démocrates, les réformistes plus ou moins proches du PCP, et les révolutionnaires.

Ceux qui avaient des illusions sur le MFA en sont aujourd'hui pour leurs frais : le MFA, ou plutôt ce qu'il en reste encore, parle de « loi et d'ordre ».

La hiérarchie existe toujours dans l'armée, parce que la hiérarchie capitaliste subsiste encore dans l'Etat bourgeois portugais. Pour détruire la première, il faut abattre le second ; le reste, les prétendues « solutions originales » « Etat démocratique sur la voie du socialisme » du PCP « MFA pouvoir populaire » du MES (1) ou « soutien à Otelo et à l'aile révolutionnaire du MFA » du PRP-BR (2) mènent au mieux à l'impasse actuelle, au pire à la défaite que la mobilisation et la combativité des travailleurs permettent plus que jamais d'empêcher. De plus, ces orientations de pression critique sur le MFA peuvent contribuer à la démobilisation progressive des travailleurs, démoralisés de ne voir rien venir au bout de leur lutte de tous les jours. La direction du PCP le sent, qui se trouve paralysée par le désarroi de sa base devant les zig-zag de la ligne du Parti.

chacun se prépare

Mais pour serrer la vis, il faut pouvoir. Il n'est pas sûr que le nouveau Conseil de la Révolution et le nouveau gouvernement en aient les moyens. La commission d'unité des travailleurs de la CUF (3) qui rassemble les délégués des ateliers et bureaux de toutes les entreprises dépendant du premier trust portugais, a publié un communiqué le 8 septembre, après l'assemblée du MFA : « Les travailleurs de la CUF, conscients que l'actuelle politique et les manœuvres de la droite au sein des forces armées, particulièrement dans l'armée de terre, ne font que servir les intérêts des forces réactionnaires, se réservent le droit de développer les formes de lutte qu'ils jugeront le plus adéquates pour empêcher que le processus révolutionnaire ne soit détourné par la bourgeoisie. »

Les métallurgistes et les ouvriers agricoles de la région de Beja, dans le Sud du pays, ont pris une position semblable, suivis peu après des métallos de Lisbonne. Le 8 septembre, les Commissions de travailleurs, et de

moradores ont défilé dans les rues de Setúbal. Le mercredi 10, c'est celles de Cacilhas, sur la rive Sud du Tage qui manifestaient.

Les officiers du COPCON, rédacteurs du document « autocritique révolutionnaire et propositions pour un programme politique » ont mis au point un nouveau texte dénonçant les tentatives de « retour en arrière de la Révolution », dont la publication sera peut-être interdite en vertu du nouveau décret, mais qui circule déjà dans les casernes.

Au Nord, les soldats de la région de Porto commencent à s'organiser clandestinement contre les manœuvres de la hiérarchie, dans les premiers comités de « soldats unis vaincra » (SUV) et ont appelé à une manifestation ce mercredi à Porto. Des délégations mandatées par les soldats de la région militaire de Lisbonne, particulièrement ceux du RALIS (4), devaient s'y rendre si la manifestation n'était pas interdite.

Ainsi les choses s'éclaircissent et se durcissent dans les deux camps. Et le MFA (lequel ?) ne parvient plus à tenir le milieu. D'un côté au meeting de Porto, vendredi soir, les dirigeants du PPD jetaient une lumière crue sur leurs intentions ; quelle qu'en soit la part de bluff et de fanfaronnades, elles doivent être prises très au sérieux. Vasco Graça Moura : « Il faut manquer de respect et désobéir à un gouvernement qui ne nous respecte pas et ne nous obéit pas ». Emilio Guerreiro, secrétaire général adjoint du PPD : « Nous organiserons aussi nos milices et nous pouvons compter sur plus de 50.000 hommes pour défendre la liberté au Portugal ».

Ces 50.000 hommes-là ne provoquent d'ailleurs pas l'indignation du secrétaire général du PS, Mario Soares, qui, par contre, exigeait dans une lettre au Président de la République « une législation répressive extrêmement sévère contre les milices armées, les commissions de vigilance populaires et leur désarmement total dans un délai maximum d'un mois », après avoir exprimé son « soutien » aux commissions populaires « à condition que leurs pouvoirs n'empiètent pas sur le pouvoir de l'Etat ». On ne saurait être plus clair. Mario Soares éprouvait pourtant le besoin d'ajouter que ce fut « une grave erreur du premier gouvernement portugais d'avoir perdu la confiance des entreprises multinationales » et de « nationaliser les banques car, lorsqu'elles étaient privées, elles faisaient des bénéfices alors que maintenant ce n'est plus le cas ». On suppose qu'il fera tout pour empêcher le sixième

gouvernement, auquel participera la direction du PS, de renouveler des erreurs pareilles !

Dans un contexte de situation économique « dramatique en 1974 et aggravée en 1975 », selon l'actuel ministre des finances lui-même, un tel gouvernement aura bien du mal à se faire admettre auprès des travailleurs comme « leur représentant et défenseur ». S'il veut faire « la pause » il faudra qu'il passe des textes et décrets à leur application au moyen de la répression contre l'avant-garde des usines, des champs et des casernes. Le PCP devra jouer à l'équilibriste pour garder un pied dans le gouvernement et l'autre dans les commissions de travailleurs et de moradores.

élargir la brèche

La brèche ouverte par la crise de l'armée, l'éclatement du MFA et le discrédit du gouvernement peut s'élargir. Après la manifestation des comités de soldats de Porto, une autre manifestation des soldats de Lisbonne est en préparation, ainsi qu'une manifestation des commissions de travailleurs, de « moradores » et de soldats qui élargirait la contre-offensive engagée dans la rue à Lisbonne le 20 août. Les groupes révolutionnaires (FSP, LCI, LUAR, MES, PRP-BR) viennent de publier un manifeste commun pour la généralisation et la centralisation du pouvoir des travailleurs.

Les mots reprennent maintenant tout leur sens : la « défense du processus révolutionnaire portugais » c'est aujourd'hui la préparation de la révolution socialiste et prolétarienne au Portugal. La bourgeoisie, toutes tendances réunies, ne dit pas autre chose. Les travailleurs, quels que soient leurs partis et courants politiques, l'ont aussi compris à la faveur de la dernière crise. Il y aura encore des péripéties. La victoire n'est pas encore pour demain mais c'est pour elle qu'il faut travailler. Partout.

le 10 septembre
Charles MICHALOUX

NOTES

1) MES : Mouvement de la Gauche socialiste, groupe centriste de gauche, proche du PSU français.

(2) PRP-BR : Parti révolutionnaire du prolétariat-Brigades révolutionnaires, organisation ultra-gauche en relation avec le groupe français « Révolution ! ».

(3) CUF : Companhia União Fabril, trust employant 120.000 personnes, récemment nationalisé après de longs mois de lutte acharnée des travailleurs du trust.

(4) RALIS : Régiment d'Artillerie légère de Lisbonne (l'ancien RAL 1 bombardé le 11 mars).



Miroglio

les difficultés de la réforme agraire.

■ La révolution portugaise ne se joue pas seulement dans les usines, les quartiers, les casernes. Elle ébranle profondément les campagnes. Dans les fermes et les villages, la lutte des classes s'exacerbe.

Au Sud du Tage, région d'immenses propriétés aux mains des agrariens souvent absentéistes, les travailleurs agricoles organisés en syndicat, occupent les terres. Largement spontanée au départ — la première vague d'occupation s'est effectuée en riposte au sabotage économique et aux menaces de licenciements des propriétaires terriens — le mouvement est impulsé désormais par le Parti communiste et ses organisations de masse. Sous sa direction, la « rencontre unitaire des travailleurs des fermes collectives et des coopératives agricoles du district de Beja » (Alentejo), rassemblant les délégués de 69 propriétés occupées, s'est prononcée pour « l'expropriation sans indemnité des gros agrariens et la nationalisation des terres sous contrôle ouvrier ». S'adressant à 4.000 ouvriers agricoles réunis à Evora — capitale de l'Alentejo — le dimanche 24 août, Alvaro Cunhal s'est engagé à porter de 300.000 à un million d'hectares la superficie concernée par la réforme agraire. Mais si le mouvement d'occupation des terres se généralise, les difficultés s'accroissent rapidement. Elles proviennent classiquement de ce qui se passe en amont (le crédit) et en aval (la commercialisation) de la production agricole. La socialisation de l'agriculture se heurte au sabotage de l'appareil d'Etat bourgeois. Celui-ci refuse de prêter des fonds aux fermes collectives et aux coopératives agricoles, alors qu'il crédite massivement les anciens propriétaires évincés. De même, ses services refusent de prendre en charge la commercialisation des produits des fermes occupées, alors qu'ils écoulent les récoltes des propriétaires privés. Les Commissions de travailleurs gérant les fermes collectives ont bien du mal, dans ces conditions, à verser régulièrement les 500 escudos (85 F) hebdomadaires que le syndicat alloue aux salariés agricoles. Il leur est impossible



« La machine est bloquée mais qui la bloque »

de faire face aux investissements qu'exigent l'entretien du parc machine et la mise en culture optimum des terres collectivisées. Ainsi la résolution votée par la « rencontre unitaire des travailleurs des fermes collectives et des coopératives agricoles du district de Beja » exige-t-elle que les gros agrariens cessent de bénéficier de l'aide de l'Etat, que soit créé un fond national pour la réforme agraire avec les biens récupérés sur les grands propriétaires, que soit « débureaucratisé » le système d'attribution du crédit, que soient constituées des stations collectives de machines agricoles, etc.

« La machine est bloquée, mais qui la bloque ? » demande un délégué, cité par Avante, hebdomadaire du PCP. La réponse est aisée, même si ce journal se garde bien de la donner : ce qui bloque et sabote la réforme agraire, dans le Sud comme dans le Nord — où les petits paysans parcelaires sont confrontés à de graves problèmes de mévente — c'est d'une part le travail de sape des fonctionnaires de l'appareil d'Etat bourgeois

nullement démantelé ; c'est d'autre part et simultanément la persistance des lois du marché, l'absence de toute espèce de planification et de coopération, dans un contexte international caractérisé par le boycott des produits portugais par ses clients traditionnels. Dans les campagnes portugaises, comme dans les villes, la consolidation de l'acquis implique un bond qualitatif en avant. Dans le Nord mini-fundiaire comme dans le Sud latifundiaire, il n'y a pas de réforme agraire possible sans la socialisation effective du crédit et de la commercialisation, la planification démocratique, la nationalisation du commerce extérieur. A travers leurs difficultés et leurs déboires, bien des travailleurs agricoles commencent aujourd'hui à s'en rendre compte.

Nous publions ci-contre l'interview d'un travailleur d'une ferme occupée du village de Benavilla (Alentejo), district de Elvas.

H. WEBER

... dans une ferme occupée de l'ALENTEJO

Joachim Paolo BEGUILHAS-TORRES a 22 ans. Il est né à Benavilla. A 13 ans, il est entré au service d'Antonio Moura Neres, propriétaire terrien. Dans la commune de Benavilla, le sieur Antonio possède un pied-à-terre de 1.400 hectares, le domaine de Chafariz. Contrairement à la plupart de ses semblables, Antonio ne se désintéresse pas de la mise en valeur de ses terres. Il ne les transforme pas en réserve de chasse ou en résidence d'été. Il y cultive du blé et de l'avoine, de l'olivier, du maïs, des pois chiches. Il y élève des

vaches, des cochons et 750 brebis. Il possède deux ou trois autres domaines du même type, un peu plus au Nord, dans le district d'Abrantes. Antonio Moura Neves est un agrarien moderne. Ses hangars abritaient un parc machine très complet. Il en subsiste cinq tracteurs. Antonio a réussi à évacuer le reste...

Avant la révolution, Joachim était tractoriste. Aujourd'hui il est trésorier secrétaire de la commission des travailleurs qui gère le domaine occupé de Chafariz. Il a adhéré au PCP après le 25 avril 1974

Comment s'est réalisée l'occupation ?

C'était le 28 juin. Il y avait eu une réunion à Benavilla, à la maison du peuple, où on avait désigné les domaines qu'il fallait prendre. Chafariz en était. Le patron l'a appris par son régisseur. Il nous a demandé si on allait occuper. On lui a dit oui. On a occupé deux jours plus tard. Le patron est d'abord resté. Puis il nous a dit : « prenez vos responsabilités, moi je m'en vais ». Mais il a réussi à déménager une moissonneuse-batteuse... Et puis il laissait le régisseur. Le régisseur, il a dit : « Je me range avec les ouvriers ». En fait il était l'œil du patron. Les travailleurs l'ont mis dehors, malgré ses protestations. Car sous Caetano, il était toujours contre eux. Il est revenu après deux jours. Mais on l'a remis dehors... On a téléphoné aux gars du Centre de réforme agraire à Elvas. Ils sont venus et on a fait l'inventaire. Tout ce qui est au patron, sa maison, ses meubles, on n'y touche pas. On lui entretient tout très soigneusement, tous les jours. C'est ses biens personnels. Mais la terre, les bêtes, les machines, c'est au peuple...

Dans la ferme occupée, le travail continue. Comment vous y êtes vous pris pour remplacer le patron et son régisseur ?

C'est la Commission des travailleurs qui remplace le patron. Elle est élue par les 38 ouvriers agricoles de la ferme. Elle compte 10 travailleurs : huit hommes et deux femmes. C'est ceux en qui les travailleurs ont le plus confiance, parce qu'ils sont les plus capables et les plus décidés. Tout d'abord, on voulait les élire à bulletin secret. Mais comme la plupart ne savent pas écrire, on a voté à main levée.

Ils ne sont pas élus d'après leur appartenance politique ?

Dans la ferme on ne parle pas de politique. Car il y a deux partis. Au village on fait de la politique. Mais pas dans la ferme. Ici, les ouvriers sont plutôt PCP. Il y en a 23 qui votent PCP et 15 qui votent PS. Mais ceux qu'on a élu à la commission, c'est parce qu'ils sont les plus capables.

Alors de quoi parle-t-on dans la ferme ?

De tout ce qui a rapport au travail. Il y a un problème : il y en a qui veulent faire une grande coopérative avec toutes les fermes collectives autour du village. Ça ferait une seule grande ferme de 12.000 hectares... Mais d'autres ne veulent pas. Ils veulent

faire une coopérative sur chaque ferme...

Quels sont les arguments des uns et des autres ?

Ceux qui veulent la grande coopérative disent que ce sera plus rentable. Si au lieu de trois tracteurs, on en aligne 20 ou 30, on finit les labours en une seule journée. Et puis on pourrait laisser chaque année une propriété en friche pour l'élevage... Ceux qui veulent rester comme avant disent que ça sera plus facile de s'en sortir tout seul. Si on se regroupe avec les autres, ils ont peur que ce soit la pagaille. Ils disent que dans les grandes coopératives, il y a beaucoup de gens dans les bureaux qui ne foutent rien.

Et toi, qu'est-ce que tu en dis ?

Moi je dis qu'on ne travaille pas seulement avec une pioche. Ceux qui sont dans les bureaux, ils travaillent comme les autres. Avant j'étais sur

un tracteur. Maintenant je fais des comptes. Je travaille plus qu'avant...

D'où vient cette idée de grande coopérative ? Qui a fait cette proposition la première fois ?

Quand il y a eu cette réunion à la Maison du Peuple, où on a décidé d'occuper les terres, c'est ceux du PCP qui ont dit qu'on devait les regrouper. Ils ont dit, ça fera une grande coopérative de 8 kilomètres de large autour du village. Mais les socialistes ne sont pas d'accord. On devait discuter du regroupement, lundi 18 août à la Maison du Peuple. Les commissions de toutes les fermes avaient convoqué les travailleurs. Mais les travailleurs socialistes ont dit qu'ils n'iraient pas et la réunion n'a pas pu avoir lieu.

Est-ce qu'il y en a qui ont proposé de partager les terres entre les ouvriers ?

Non. Personne n'a proposé ça. Ce serait comme diviser un grand bateau en petites barques...

Est-ce que les conditions de vie des travailleurs se sont améliorées depuis les occupations ?

Il n'y a pas eu d'augmentation de salaires, ni de réduction du temps de travail. Au contraire, maintenant il faut monter la garde la nuit... On faisait huit heures, on fait toujours huit heures. C'est d'ici de Chafariz qu'est partie en 1962, la grande lutte des ouvriers agricoles pour la journée de huit heures... Mais il n'y a plus de gardes-chiourmes. On est libres. Ça nous suffit.

Comment fonctionne la Commission de travailleurs ?

Tous les matins, les ouvriers arrivent une demi-heure ou un quart d'heure en avance. La commission propose le plan de travail pour la journée. Les membres de la Commission travaillent comme les autres. Il n'y a que moi qui fait l'administration. La commission se réunit le samedi après-midi pour faire le point. Sinon, elle se réunit dès qu'il y a un problème. On n'est pas nombreux, c'est facile.

Avez-vous des difficultés pour vendre vos produits ?

Qui il y en a. Avec les intermédiaires.

Et des difficultés de financement ?

Non, ça va. On a vendu la paille, les veaux, les porcs. Avec ça, on a ouvert un compte en banque et payé les ouvriers.

Votre compte en banque, vous pouvez en disposer comme vous voulez ? par exemple pour augmenter les salaires ? pour acheter des machines ?

On peut acheter des machines, mais pas augmenter les salaires. Pour les salaires il y a un tarif syndical. Ce n'est pas l'assemblée de chaque ferme qui décide. De toute façon, l'argent qu'on met à la banque, l'Etat peut le prendre pour aider les fermes qui ont des problèmes. Pour l'instant, ce qui compte, c'est que se développe la réforme agraire. C'est que toutes les fermes deviennent des coopératives. Après, on verra.

Vous ne craignez pas que les propriétaires reviennent ? Est-ce qu'il existe des milices pour défendre la ferme collective contre les réactionnaires ?

Il n'y a pas de milices, mais ici tout le monde a un fusil... Et puis le MFA défend la réforme agraire.

Miroglio



trois semaines avec les combattants du mpla

Deux camarades de retour d'Angola où ils ont passé trois semaines dans les zones contrôlées par le MPLA répondent aux questions de Rouge.

Quelle est, à l'heure actuelle, la situation militaire en Angola ?

Depuis les accords d'Alvor en février 75, le FNLA avait basé l'essentiel de sa propagande sur sa puissance militaire. Les murs de Luanda sont encore, aujourd'hui, couverts d'affiches à la gloire de l'ELNA (bras armé du FNLA). En juillet il tente, pour la quatrième fois, un coup de force sur Luanda et se heurte à une résistance inattendue du MPLA, suivie d'une vaste contre-offensive qui se poursuit encore aujourd'hui. Fortement appuyé par la population des « musseques » (bidonvilles), les FAPLA (bras armé du MPLA) ont, après de durs combats totalement chassé le FNLA et l'UNITA de Luanda et ont poursuivi leur offensive à l'Est, reprenant successivement Dala Tando (ex Salazar), Malange, Luso et Enrique de Carvalho, en rejetant le FNLA vers le nord où le front s'est stabilisé autour de Caxito, à 50 km de la capitale. Le FNLA, fortement appuyé par les blindés de Mobutu tient la ville où, d'après un prisonnier, travailleraient douze instructeurs chinois. Il semble préparer une contre-offensive.

Tout au long du mois d'août, le MPLA a lancé une vaste offensive pour la conquête de la zone côtière qui va de Luanda à Mocamedes et la contrôle aujourd'hui totalement. D'après les dernières informations, il aurait lancé une offensive partant de la côte sud vers l'Est et occuperait la route de Windhoek.

Sur les Hauts-plateaux et principalement à Nova Lisboa les combats continuent toujours.

Il ne faudrait pas cependant être trop optimistes : le rapport de force, du point de vue strictement militaire, penche largement en faveur du FNLA qui est le seul à posséder un armement lourd. Depuis juillet, l'aide soviétique au MPLA s'est accentuée. Les armes arrivent principalement sous forme de Kalachnikov AK47, de mitrailleuses et de bazookas. Ce manque d'armement lourd, s'il est peu important en guerre de guérilla, peut se faire lourdement sentir en guerre de position (comme à Caxito). De plus, la situation géopolitique du MPLA est très mauvaise. Enfermé entre le Zaïre de Mobutu et l'Afrique du Sud, il ne peut compter sur aucune frontière amie. Cet isolement géographique explique la priorité donnée par le MPLA au contrôle de la zone côtière.

L'offensive des FAPLA a-t-elle renforcé le mouvement de masse ? Quelle est l'ampleur de la mobilisation et de l'autodéfense des populations urbaines ? Quels sont leurs rapports avec le MPLA ?

Quand commence l'offensive de juillet, il existe déjà dans les zones du MPLA (principalement à Luanda) plusieurs formes d'organisations de masse. Les « commissions de quartier », d'abord, élues par la population, chargées de résoudre les problèmes directs du quartier (ravitaillement, alphabétisation, assistance médicale). A Luanda, par exemple, où les éboueurs ont depuis un mois cessé le travail, chaque quartier organise le ramassage de ses ordures. On assiste donc à un spectacle étonnant : une ville où les bidonvilles sont impeccables et où les riches quartiers blancs sont recouverts d'ordures ! Ces commissions sont regroupées entre elles par un organisme de coordination dont les membres sont élus et révocables en assemblée. Il existe aussi des Comités d'Action, directement organisés par le MPLA et des Comités d'entreprise regroupés au sein de l'UNTA (Union nationale des travailleurs angolais).

La guerre a vu le développement de ces organisations, même si, comme l'avouent certains responsables du MPLA, elle rend difficile la consolidation du pouvoir populaire. Face à l'agression impérialiste, le MPLA ne pouvait s'appuyer que sur les masses. Les armes furent largement distribuées dans la population : non seulement aux FAPLA, mais aussi aux comités de défense populaire (ou comités de vigilance) créés à cette époque. Ces comités, composés d'éléments de la population, encadrés par les FAPLA, furent l'élément déterminant des combats de juillet. Malgré un manque évident de discipline et d'organisation (la plupart ne savaient pas charger un bazooka ou une Kalachnikov), ce sont ces combattants, souvent très jeunes, qui remportèrent la victoire.

Le MPLA s'attend à une guerre longue et l'entraînement des futurs combattants des FAPLA commence très jeune. Dès 8 ans, ils sont « pionniers » — éducation politique, culture physique et discipline — ils devront attendre, à 15 ans, de passer dans les « Jeunesses » pour recevoir un entraînement armé. Jusqu'à 18 ans, ils subiront un entraînement intensif qui les conduira en pleine forêt dans des camps d'entraînement des FAPLA où on leur apprendra tout — de la guerre de guérilla aux tirs anti-aériens. Les jeunes militants, parmi lesquels on trouve autant de filles que de garçons,

sont tous volontaires, ce qui facilite grandement la discipline à l'intérieur du camp. Le « machisme » qui reste virulent dans la vie courante, disparaît totalement au combat : les femmes ont les mêmes responsabilités, le même entraînement et la même discipline que les hommes. Si au cours d'une exercice de montage et de démontage de Kalachnikov, une jeune militante ne parvient pas à exécuter l'exercice aussi rapidement que ses camarades, le professeur le recommandera jusqu'à ce qu'elle y arrive — sans qu'aucun ricanement ne soit entendu dans l'assistance.

Dans les FAPLA, la démocratie s'exerce à tous les niveaux. Critique, autocritique sont choses courantes et il n'est pas rare de voir un commandant (seul grade existant dans les forces armées) mis en accusation par un ou plusieurs de ses soldats.

Dans le MPLA lui-même, la situation est différente. Durement éprouvé avant le 25 avril par de graves crises internes (Chippenda, Mario de Andrade), le mouvement paraît aujourd'hui faire bloc derrière Agostino Neto. Cela ne veut pas dire que les divergences en son sein ont disparu, mais face à la guerre totale déclarée par le FNLA, une sorte d'union sacrée s'est faite entre les différentes tendances qui le composent.

Dans les zones contrôlées par le MPLA et dans tous les organismes qui en dépendent, une immense propagande est faite autour des dirigeants révolutionnaires et principalement autour du « camarade Président ». Cette propagande qui s'adresse plus aux masses angolaises qu'aux militants du MPLA prend parfois des allures maoïstes (badges et affiches à l'effigie du président Neto). Pour les militants du mouvement, il ne s'agit pas du tout d'un culte de la personnalité mais d'une tentative pour créer, à travers le MPLA et ses dirigeants, une conscience nationale dans les masses populaires et éviter le retour au tribalisme.

Cette propagande n'est évidemment pas la seule pratiquée par le MPLA. Même si, à l'heure actuelle, la guerre rend prioritaire l'organisation militaire des masses, le MPLA s'est lancé dans une autre bataille, celle de la production. Dans les régions qu'il contrôle, il organise la distribution des nourritures de première nécessité. A Dala Tando par exemple, dont le FNLA vient à peine d'être chassé, les commissions de quartier ont réquisitionné un grand magasin pour en faire une coopérative de distribution. Elles tentent, à l'heure actuelle, de créer une coopérative de production pour la récolte du café. Des militant(es) parcourent les villages, soit pour ex-

pliquer l'utilité d'une crèche ou d'une coopérative agricole, soit pour faire des cours d'éducation politique comme à Catete.

Où en sont l'UNITA et le FNLA (leur fonction, leurs appuis, etc.) ?

Par sa situation géographique et l'immense richesse de ses sous-sol, l'Angola est un enjeu particulièrement décisif pour la stratégie impérialiste. Pour éviter que ce pays tombe dans le bloc socialiste et fasse avec le Mozambique (seulement séparé de l'Angola par la Zambie) une barrière révolutionnaire à la frontière de l'Afrique du Sud, les USA ont depuis longtemps misé sur le FNLA. Par l'intermédiaire de Zaïre de Mobutu (qui n'est autre que le beau-frère d'Holden Roberto) et avec l'aide des instructeurs chinois, ils ont fait de ce « mouvement de libération » l'armée la mieux équipée de l'Angola. Holden reçoit aussi l'appui des petits blancs et des officiers supérieurs portugais qui, le 4 août, ont livré au FNLA la base aérienne de Carmona, où transitent aujourd'hui des avions venus du Zaïre, des USA et d'Afrique du Sud. Malgré sa supériorité militaire, l'ELNA a subi ces mois derniers, des revers importants. La raison en est simple : formé sur une base raciste et tribaliste (Bakongos), le FNLA est essentiellement composé de mercenaires zaïrois et de paysans enrôlés de force qui se battent sans conviction et se comportent la plupart du temps en armée d'occupation. A ce sujet, une circulaire de l'état-major du FNLA à ses troupes est assez explicite : « Avoir une arme ne signifie pas avoir le pouvoir de prendre, de maltraiter, d'attaquer les populations civiles. Le devoir du soldat de l'ELNA est de défendre le peuple car il est le peuple armé et non un bandit de grand chemin. »

Le coup de force de juillet ayant échoué, l'impérialisme a deux possibilités : soit hausser les enchères (intervention de l'Afrique du Sud, livraison de « Mirages » au FNLA par exemple) ; soit changer son fusil d'épaule et se rabattre sur un mouvement moins compromettant, comme l'UNITA. Dirigé par Jonas Savimbi, leader charismatique et foncièrement opportuniste, l'UNITA semble être devenue, depuis le 25 avril, la carte maîtresse des intérêts franco-allemands en Angola. Malgré cela on ne peut classer l'UNITA aussi facilement que le FNLA. Contrairement à ce dernier, elle possède une importante base populaire qui ne reste pas insensible aux réalisations du MPLA. Les membres de l'UNITA faits prisonniers par le MPLA sont bien traités,

Desmond Trotter



D. R.

répression coloniale

Le soir, des policiers s'« amusent » à tirer juste au-dessus de sa tête durant son sommeil

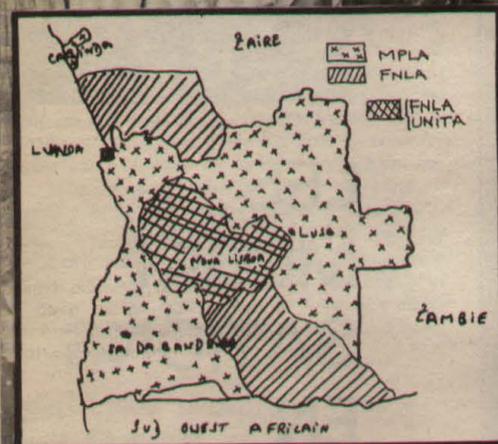
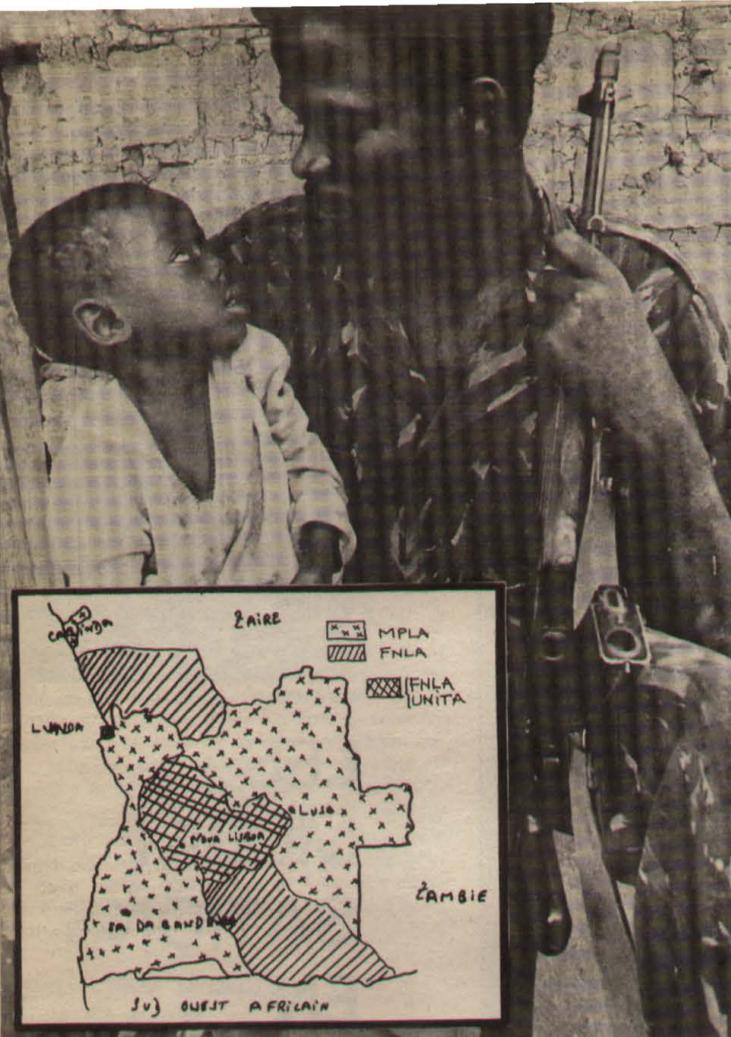
■ Desmond Trotter a 20 ans. Habitant de la Dominique, une île des l'archipel des Caraïbes, il lutte contre le maintien de la domination britannique sur son pays, conlinalisme véritable, hypocritement recouvert du statut d'« Etat associé » à la Grande Bretagne. Trotter a été condamné en 1974 à être pendu pour un crime qu'il n'a pas commis. Le gouvernement dominicain a fabriqué un grossier complot contre lui, où sa vie est d'ores et déjà en danger : selon un ancien détenu, des policiers « s'amuse » à tirer juste au-dessus de sa tête durant son sommeil. Pour sauver Trotter, une campagne sans précédent se déroule en Grande Bretagne soutenue par les militants anglais de la 4^e Internationale (5 députés membres de la gauche du parti travailliste y participent).

Mais ce n'est pas l'affaire des seuls anti-colonialistes anglais.

L'élémentaire solidarité internationale n'est pas ici seule en cause. La France en effet colonise directement deux îles des Caraïbes, la Martinique et la Guadeloupe, chacune distante d'une trentaine de kms de la Dominique.

Entre ces îles, toutes trois colonisées depuis trois siècles et demi, les liens sont nombreux : même suprématie de quelques sociétés et familles de colons sur toutes les activités économiques ; même culture coloniale imposée par la mère patrie ; même creuset de l'esclavage et des plantations ; même créole parlé, forgé au gré des avatars de la domination coloniale, France et Angleterre s'étant autrefois disputées ces terres volcaniques. Les temps sont aujourd'hui autres et l'entraide entre colons est de règle. Le colonialisme français est ainsi tout disposé à aider son collègue britannique. Preuve de cette générosité : le voyage de Stirn, secrétaire d'Etat aux départements d'Outre mer, à la fin juillet dernier. Dérisoire spectacle : des enfants des écoles forcés à crier « Vive De Gaulle », des flonflons de Marseillaise, et une volonté affirmée du gouvernement dominicain de resserrer ses liens avec les « Antilles Françaises ». Stirn de son côté propose d'ouvrir les portes de l'émigration dominicaine vers la Guadeloupe...il promet un dentiste français à la Dominique qui n'en a pas et ne compte guère que quelques unités de médecins pour 70.000 habitants. La valse se termine par l'offre de construction d'un port en eau profonde. Bref, une belle leçon de choses : la France joue à merveille dans cette région son rôle d'impérialisme en second, palliant les carences de la néocolonisation anglaise.

Sauver Trotter, c'est donc aussi notre affaire. Nos camarades du Groupe Révolution socialiste, section antillaise de la Quatrième Internationale, ont sur ce plan montré l'exemple. Depuis plusieurs mois, leur hebdomadaire « Révolution socialiste », multiplie articles, interviews de dominicains, appels à la solidarité. Au nom de cette dernière, il a rassemblé, lors d'un meeting le 26 juillet dernier, plusieurs centaines de personnes à Fort de France, la capitale de la Martinique. Un militant du « Mouvement pour une nouvelle Dominique », dont Trotter fait partie, y a pris la parole. Outre une défense de Trotter, l'objectif de ce meeting était d'expliquer un des mots d'ordre centraux de nos camarades aux Antilles : la fédération des Etats socialistes des Caraïbes réponse révolutionnaire aux divisions introduites par le colonialisme, qui naîtra de l'unité forgée dans les luttes contre l'oppression nationale et sociale par les peuples des Caraïbes.



guérilléro du MPLA

éduqués politiquement et nombreux sont ceux qui rejoignent les FAPLA. Les contradictions entre l'actuelle direction de l'UNITA et sa base radicalisée sont de plus en plus importantes. Le MPLA le sait et tente d'attirer à lui la fraction progressiste.

Quelle est la situation à Cabinda et quelle est le rôle du FLEC ?

A l'heure actuelle, la situation est parfaitement calme. L'importance de la guerre de guérilla menée par le MPLA avant le 25 avril, son implantation très ancienne dans les masses paysannes, expliquent le contrôle absolu que le mouvement exerce sur l'enclave. Face à lui, le FNLA et l'UNITA ne faisaient pas le poids, c'est pourquoi l'impérialisme s'est décidé à jouer la carte « autonomiste ». Coup sur coup, deux FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda) sont apparus. Celui de la Gulf-Oil, dont le gouvernement siège à Kinshasa, et celui de l'Elf-Erap installé au Congo. Pour le moment, les deux mouvements ne représentent que quelques familles de la grande bourgeoisie installées à l'extérieur du pays, mais le problème cabindais existe et peut à long terme se révéler dangereux pour l'unité angolaise. Le retour au tribalisme, toujours joué en Afrique par l'impérialisme est le principal danger qui menace l'Angola. Le slogan le plus entendu à Cabinda est : « un seul peuple, une seule nation, de Cabinda à Cunene (extrême Sud du pays) ». Le MPLA conscient de la gravité du problème s'efforce de forger dans tout le pays une conscience nationale.

Sénégal

COMMUNIQUE DU GROUPE OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Non satisfait de procéder à l'arrestation de plusieurs dizaines de militants révolutionnaires, le gouvernement sénégalais continue à réprimer ces militants à l'intérieur des geôles sénégalaises. C'est ainsi que Pape Touti SOW a été torturé il y a quelques semaines. Plus récemment, Eugénie Rokheya AW, emprisonnée alors qu'elle était en état de grossesse, va exiger un contrôle médical du fait que les conditions extrêmement dures de détention qui lui étaient faites pouvaient porter des préjudices à son état de santé et à celui de l'enfant qu'elle portait. Pour toute réponse, le gouvernement sénégalais la fera avorter de force au Centre Médical Municipal, plus connu sous le nom de Repos Mandel. Cette méthode digne du nazisme en dit long sur la pseudo-volonté démocratique du gouvernement.

Incapable de résoudre la crise socio-économique que traverse le Sénégal, le gouvernement Senghor s'acharne de la manière la plus bestiale sur ceux qui ne sont entre autres que la preuve de son échec. L'émergence de conflits sociaux, de tensions sociales et la lutte de militants révolutionnaires, n'est que le produit d'une situation sociale concrète et précise, et non de quelques « mauvais esprits » sortis d'on ne sait d'où. A vouloir ignorer cette leçon élémentaire de l'histoire, on ne fait que reproduire les conditions de son échec.

Nous lançons un appel à l'ensemble de la presse et des organisations démocratiques de gauches et d'extrême gauche pour qu'elles révèlent les nouvelles dimensions de la répression au Sénégal.

- Halte aux pseudo-suicides dans les prisons !
- Libération immédiate et sans condition de Eugénie Rokheya AW et de ses camarades !

G.O.R. août 75.

Franco dresse les potences, Giscard se tait !

ANGEL OTAEGUI

JOSÉ ANTONIO GARMENDIA



■ Pour sauver Garmendia et Otaegui, le Pays basque prépare sa quatrième grève générale en dix mois. La dernière, celle du 28 août s'est prolongée pendant six jours dans certaines entreprises et certains villages. Les organisateurs ont recensé plus de 150.000 grévistes au plus fort du mouvement ; et ce malgré l'état d'exception et malgré la période des congés. Les 11 et 12 septembre, ce sera donc la quatrième grève générale d'Euskadi : ce sera aussi son troisième « onze », date devenue symbolique après les grèves générales du 11 décembre et du 11 juin passés.

La riposte héroïque et exemplaire du prolétariat et du peuple basques est à la hauteur de l'enjeu : vendredi 12, siègera en effet le conseil des ministres qui a entre ses mains la grâce de Garmendia et d'Otaegui. Mais tous les indices confirment le durcissement répressif du régime franquiste à l'agonie. Les conditions plus scandaleuses que jamais du procès de Burgos où Garmendia a été condamné à mort alors qu'il était dans l'incapacité mentale de répondre à l'interrogatoire... Le jugement imminent de cinq militants du FRAP contre qui la peine capitale est également requise... Le transfert dans l'extrême-Sud, à Puerto-Santa-Maria, de 14 prisonniers grévistes de la faim de Ségovie, dont les camarades Arrizabalaga et Sarasqueta... Le système d'ilotage policier qui se met en place dans les villes en application des décrets d'exception, sur le modèle pratiqué en Algérie par les Bigeard et les Massu...

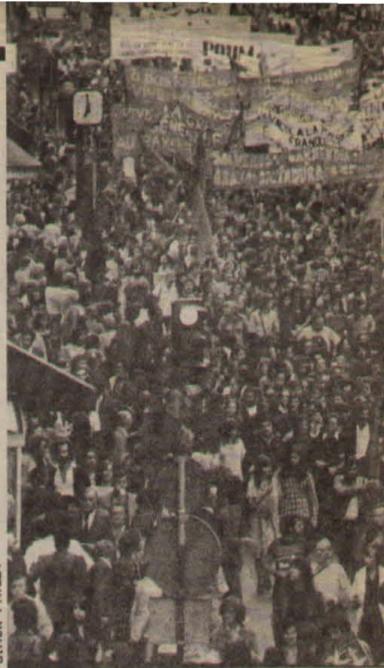
Alors que plusieurs gouvernements européens ont maintenant pris position — les gouvernements belge, italien, portugais, hollandais — en réclamant la grâce, le gouvernement

français continue à se rendre complice des crimes franquistes en refusant d'élever la moindre protestation. Pire, deux militants arrêtés samedi 5 lors d'une manifestation du FRAP et des groupes anarchistes, sont condamnés à quatre mois et huit mois de prison ferme. Cette politique de Giscard-Ponia complète harmonieusement celle qui consiste à offrir l'asile à l'aspirant dictateur Spinola. La France sera-t-elle demain le seul pays d'Europe à bien vouloir offrir l'hospitalité à Franco renversé ?

Face aux nouveaux crimes qui se préparent en Espagne, la mobilisation des organisations ouvrières en France reste à ce jour dérisoire. Que font les directions syndicales ? que fait le Parti communiste français ? A quoi sert de célébrer la mémoire des Rosenberg quand on est incapable de faire le dixième de ce qui fut fait à l'époque, pour tenter de sauver aujourd'hui les deux militants basques menacés du garrot ? Les militants du PCF qui se réclament encore de l'internationalisme prolétarien ne rougiront-ils pas de honte lorsque les prolétaires basques demanderont ce qui a été fait dans le monde pour soutenir leur lutte et briser leur isolement ? Et que fait le Parti communiste espagnol en France, qui reste à l'affût des initiatives parcimonieuses que le PCF veut bien lui concéder, comme on donne un os à ronger ?

Avec le Collectif Eva Forest et les organisations d'extrême-gauche, nous sommes en dix jours, descendus trois fois dans la rue. Nous avons multiplié les initiatives dans l'ensemble du pays. Les mobilisations ont peu à peu gagné en ampleur. La Fédération de Paris du PS s'est jointe à la dernière. De l'Opéra à la gare de l'Est, il y avait plus de 10.000 manifestants. Pourtant, l'humour du lendemain n'en pipe mot ! Elle préfère citer... un communiqué des gaullistes de gauche du Front progressiste !

Mais parce que, pour sauver Garmendia et Otaegui, comme pour sauver Izko et ses camarades il y a cinq ans, il faut dresser un véritable mur de solidarité, il faut la mobilisation la plus large, nous ne cesserons, comme nous l'avons fait depuis dix jours, de proposer une riposte unitaire de toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Nous continuerons la lutte. Que ceux qui se dérobent prennent leurs responsabilités !



Patrick FRILET

Dix mille personnes à Paris, le 9 septembre.

LES MOBILISATIONS EN FRANCE

PARIS

A l'appel du Comité Eva Forest, de la fédération de Paris du PS et du Parti socialiste d'Espagne, dix mille personnes ont manifesté le mardi soir de l'Opéra à la gare de l'Est.

PERPIGNAN

Après de nombreuses tergiversations et réunions manquées, une manifestation était appelée pour le 4 septembre, par le PCF, la CGT, la CFDT, la FEN, la Ligue des droits de l'Homme, l'UNEF et l'UNCAL ; le PS était absent. Faute d'une réunion unitaire, le Comité Eva Forest décidait d'appeler à cette manifestation, mais sur ses propres mots d'ordre.

Ce sont donc 2.000 manifestants qui ont défilé dans Perpignan, s'arrêtant à 300 mètres du consulat d'Espagne ; une délégation — PCF, CGT, FEN, etc. — devait s'y rendre pour déposer une motion. Mais la manifestation se remettait en marche ; arrêtée par un fort dispositif policier, elle fit demi-tour et se dirigea vers le centre de la ville, dénonçant la collaboration de Poniatowski et Franco.

LE HAVRE

Les militants du Collectif havrais contre la répression en Espagne ont organisé une manifestation devant le vice-consulat d'Espagne. Huit militants antifranquistes pénétraient dans les locaux et s'y enchaînaient. Dehors, un tract était diffusé, dénonçant la collaboration des polices française et espagnole et appelant à un front uni pour sauver Garmendia et Otaegui.

EUSKADI GUZTIA ZUTIK !

APPEL A LA GREVE GENERALE LES 11 ET 12

Dans le numéro spécial de leur organe en Euskadi, Zutik, en date du 6 septembre, nos camarades de la LCR-ETA(VI) lancent un appel à la grève générale les 11 et 12 septembre pour arracher Garmendia et Otaegui à une mort certaine et porter un coup décisif à la dictature franquiste. Nous reproduisons l'appel unitaire lancé par la quasi-totalité des organisations ouvrières d'Euskadi auxquelles s'est joint le Parti Carliste.



Franco et Ford, président US



Poireault-Magnum

¡proletarios de todos los paises, unios!



ORGANO DE LA DIRECCION UNIFICADA DE EUSKADI DE E.T.A.(VI)-L.C.R.

N 71

6 de Setiembre

1975

EUSKADI GUZTIA ZUTIK !

¡A LA HUELGA GENERAL EL 11 Y 12!

petite chronique de l'anachronisme

Il y a une semaine, l'Humanité ironisait sur notre « anachronisme ». Parce que nous proposons l'unité d'action sans exclusive pour la défense de la révolution portugaise en prenant exemple sur l'accord entre le PCP et l'extrême-gauche portugaise pour montrer qu'il n'y a pas d'obstacle de principe à une telle unité d'action. L'Humanité nous répondait : cet accord a duré ce que durent les roses, l'espace d'un matin. En termes moins poétiques...

L'Humanité du 9.9.75 annonce la grève générale des 11 et 12 au Pays Basque, à « l'appel de 11 partis politiques et organisations de masse », sans les citer. L'Huma du 10.9. cite trois de ces organisations : le PCE, l'ETA V et le Parti nationaliste basque (PNV). Pourquoi citer un parti bourgeois comme le PNV et « omettre » des organisations d'extrême-gauche autrement

significatives dans les luttes ouvrières, comme le MCE (dont un militant vient d'être assassiné à Saint Sébastien), comme l'ORT et comme l'organisation trotskyste LCR-ETA(VI) ? L'appel à la grève générale en Euskadi n'est pourtant pas du domaine de l'anachronisme...

Il est vrai que les rédacteurs de l'Huma doivent aussi être informés de l'unité d'action réalisée en Angleterre (entre le PC et nos camarades trotskystes de l'IMG) et en Belgique (entre le PC et nos camarades trotskystes de la LRT) pour la défense du mouvement ouvrier portugais. Ils pourraient en déduire que le refus de l'unité d'action avec l'extrême-gauche révolutionnaire n'est plus une question de principe pour certains PC.

Les faits sont têtus et c'est l'anachronisme du PCF qu'ils mettent avec obstination en évidence.

ROUGE

■ Les partis politiques et les organisations de masse d'Euskadi : Commissions Ouvrières d'Euskadi, U.G.T., P.S.O.E., O.R.T., Jeunesses Socialistes, Ligue Communiste, Ligue Communiste Révolutionnaire-ETA(VI), M.C.E., Parti Carliste, Parti Communiste d'Euskadi, Organisation de la Gauche Communiste, Unification Communiste, réunis en ce jour, après avoir étudié la situation politique actuelle, ont adopté l'appel suivant :

Garmendia et Otaegui ont été condamnés à mort. La formidable riposte qui a soulevé le peuple d'Euskadi, et en particulier en Guipuzcoa et Vizcaya, dans les dures conditions de la terreur franquiste, doit s'approfondir et s'amplifier pour les arracher à la mort.

Il nous est donc apparu opportun et nécessaire, à l'occasion du prochain conseil des ministres, alors qu'entre en vigueur la nouvelle loi « anti-terroriste », alors que va être décidé l'assassinat de nos deux compatriotes, alors qu'une brutale répression se déchaîne contre le peuple basque, marquée par l'assassinat du camarade Jesus Garcia Ripalda, et que se prépare une longue série de procès pour prononcer de nouvelles peines de mort, d'appeler à la grève générale les 11 et 12 septembre dans tout Euskadi pour couper net aux tentatives du gouvernement franquiste d'écraser la combativité de notre peuple.

Nous appelons également toutes les organisations politiques, les organisations de masse, les organismes unitaires et démocratiques, la classe ouvrière et le peuple du reste de l'Etat espagnol à apporter leur soutien actif en particulier pendant ces deux journées, pour que nous remportions la victoire dans cette bataille où nous sommes engagés.

Pour notre part, nous nous engageons à redoubler d'efforts, à resserrer notre unité en répondant aux profondes aspirations du peuple basque à la liberté et à la justice, pour couronner ainsi avec succès la lutte difficile contre le défi lancé par ce gouvernement assassin.

Nous appelons les ouvriers, les étudiants, les paysans, les pêcheurs, tous les salariés... à la Grève Générale les 11 et 12 septembre.

Tous en lutte ! Euskadi debout ! Organisons la plus puissante grève générale en Euskadi !

Euskadi entière debout pour Garmendia et Otaegui !

L'EROTISME DES AUTRES...



LA BÊTE

la question du cinéma pornographique

■ Il ne sert à rien de le nier, le cinéma porno fait problème. Pas seulement parce que ces jours-ci tout le monde en parle, que les hebdomadaires intellectuels et les revues spécialisées y consacrent de larges ensembles. Il y a un problème, qui est devenu bien plus aigu, bien plus brûlant que ce qu'on attendait généralement. Il y avait cette plus ou moins fatale « libéralisation » des mœurs. On pensait que le cinéma porno, ça s'intégrerait chez nous comme se sont intégrées les sex-shops, les revues et bouquins pornos. Cela ne fut pas le cas. Peut-être parcequ'en ce domaine comme en d'autres, l'image mouvante a une action spécifique. Peut-être parce qu'à travers le cinéma porno, on peut déjà, même inconsciemment, prévoir par exemple une chaîne spécialisée de téléporno, c'est-à-dire la brutalité du sexe commercial affrontant demain, au hasard d'un bouton, nos chers petits anges, avec les lésions que cela suppose.

Voilà, je m'étais promis d'être objectif, c'est raté. Reprenons au début. Parler de ce sujet, essayer d'être objectif, ça veut dire, en avançant ses opinions, essayer de définir les propositions susceptibles de recueillir le plus large accord, et cerner les divergences.

D'abord il y a cet aspect personnel qui implique que, bien entendu, il ne s'agit pas dans cet article d'un « point de vue de l'organisation » sur la question.

De plus, pour ne pas faciliter le débat, on retrouve ici de nombreux faux-problèmes qui encombrèrent déjà dans d'autres discussions. Par exemple : on ressent les choses d'une certaine façon, à la suite d'un conditionnement donné. Si je considère que me faire tirer l'oreille constitue une humiliation absolue, un sort pire que la mort, employer ce moyen de chantage contre moi constitue une monstruosité. Il n'y a rien d'infamant à garder un parking, mais si à la fois Dubcek et ceux qui l'y ont collé considèrent également ça comme infamant, c'est une canaillerie de l'y avoir forcé. Un bambin habitué à voir des gens s'étriper à la télé pourrait parfaitement être traumatisé en y voyant des gens faire l'amour. La digression rejoint le sujet : si j'ai l'appendicite, le chirurgien qui va farfouiller dans mes boyaux est un monsieur honorable et bien con-

sideré, bien qu'« objectivement » son travail ne me semble ni plus ni moins répugnant que celui de l'ouvrier charcutier, de l'actrice porno ou de la prostituée. Il est bien évident que c'est vécu différemment par les différents agents, même en laissant dans l'ombre la question argent ; il peut y avoir un éventail de revenu aussi large entre les deux premiers termes de ma comparaison qu'entre les deux derniers. Dans *Exhibition*, Jean-François Davy dit à Claudine Beccarie que certaines gens pensent que faire l'amour devant la caméra, c'est de la prostitution. Et Claudine répond non, que c'est pas pareil du tout, qu'elle peut le dire puisqu'elle a été prostituée, à l'abattage en Espagne, que c'était crevant, etc. qu'ici elle choisit ses rôles, rencontre des gens sympas, etc. On aura d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce film-là.

Autré faux-problème : l'opposition entre érotisme et pornographie. Eric Losfeld a dit un jour : la pornographie c'est l'érotisme des autres (il fut beaucoup pillé, j'ai, depuis, lu cette maxime sous des tas d'autres plumes). Comme Losfeld, je flaire sous cette distinction l'arrière-goût du bon vieux temps, des livres scabreux réservés aux éditions de luxe, le seul mécanisme du marché épargnant le vice au bon peuple. Cette idée élitaire de la culture est tenace et se retrouve largement aujourd'hui dans la littérature et le cinéma ; il y a ce qui est noble et ce qui ne l'est pas ; chez Gallimard, il y a la couverture noire et la couverture blanche ; Truffaut remarquait récemment que bien des critiques admirèrent *La Source* de Bergman et méprisèrent *Psycho* de Hitchcock, à cause du sujet, sans s'apercevoir que c'était le même ; plus frappant me semble l'exemple de deux films sortis le même jour à Paris, racontant la même histoire, tous deux excellents, le premier *Parrain*, et *La cérémonie*, d'Oshima ; je puis vous garantir qu'aucun de ceux qui se donnèrent du mal pour faire sortir le peu commercial film japonais ne méprisait le *Parrain*. Je récusé donc l'idée qu'il y aurait dans le cinéma l'érotique, mettons Pasolini, Bertolucci, Borowczyk, Just Jaeckin, Beni Montresor... contre le porno, le vil, le vulgaire, le commercial ; la différence est

d'abord une question de public visé, de circuit de distribution, de mécanisme commercial de marché. Wolinski évoquait ce que donne le « porno culturel » : de la bite, oui, mais avec des candélabres et du Vivaldi.

Les vrais problèmes commencent, je crois après ces quelques considérations. Le premier, le plus évident, est celui du cinéma français, catégorie socio-professionnelle : metteurs en scène, scénaristes, acteurs, bref, ceux qui font le cinéma français. Pas de cocorico là-derrrière : mais il est bien certain qu'il y a aujourd'hui à peu près trois cinémas nationaux vivants au monde, l'américain, l'italien, le français — ailleurs, il y a de bons films, certes, mais qui ne sont pas en

récentement : je ne fais plus rien, on ne me propose que du porno, franchement ça ne me dit rien. Et je conçois fort bien son attitude et seul un imbécile pourrait lui dire, mais dans tel ou tel de vos films précédents, vous vous déshabilliez bien, maintenant ce n'est jamais qu'un pas de plus — elle peut très bien considérer que ce n'est pas pareil. Par ailleurs, on avait pensé qu'une libéralisation ferait se tasser les choses : après un premier engouement, les spectateurs rassasiés se calmeraient — en fait, on n'en sait rien et, d'après les recettes, ça n'en prend pas le chemin — si la vague est destinée à retomber, ce n'est pas encore pour tout de suite.

Ce problème est grave et réel, encore qu'on n'y voie guère de solution autre que le retour aux interdictions précédentes (en admettant qu'il soit possible) ou des mesures de dissuasion (obstacles financiers à la production...) Mais sur quels critères choisir ? On retombe dans le problème évoqué : une commission d'experts n'aurait-elle pas tendance à favoriser l'élitisme ? si demain l'équipe d'Hara-Kiri fait un film porno, ne risque-t-il pas de passer pour vulgaire et dégradant, à proscrire, alors que les dentelles de Just Jaeckin seront culturelles ?

Plus profondément, est-ce que la question ne touche pas à la nature même du plaisir esthétique, de la sensualité qui s'y mélange, des rapports qu'il y entre l'acteur et le spectateur, couple aussi lié que le voyeur et l'exhibitionniste ? Claudine Beccarie reproche à ses spectateurs d'être des voyeurs — au lieu de nous regarder faire l'amour à cinq, dit-elle, vous feriez mieux de rentrer faire ça chez vous — et son interviewer ne lui répond rien sur ce point — rien d'autre que le titre du film qui est *Exhibition*. Spectateur cinématographique glouton, je crois être bien conscient — et nullement honteux — de la dose de voyeurisme que cela implique, et c'est là un phénomène que les plus grands cinéastes connaissent et ont commenté dans leurs films mêmes (pour mémoire : *Le voyeur* de Michael Powell, *Blow Up*, d'Antonioni, *La Conversation* de Ford-Coppola, etc.). Ce facteur — affronté à la faible structure du cinéma français — pourrait être



LES AUDACES DE L'EXPRESS

Une paire de seins à la une du journal de JJ.SS avait fait monter les ventes de 30 % au mois d'août. Quelle aubaine en cette période de vache maigre ! Aussi l'Express qui ne sait plus comment enrayer la baisse de sa diffusion depuis quelques semaines, a récidivé. DEUX SEMAINES DE SUITE AVEC O en couverture et voilà le canard des cadres qui s'arrache comme Play-boy. Le cul se vend ! Cette découverte a fait au moins une victime : Mme la secrétaire d'Etat à la condition féminine qui s'est mise en congé définitif de l'Express. Libérer la femme à coup de fouets, c'est pas dans les méthodes de Mme Française.

nombre suffisant, avec une continuité suffisante pour constituer un cinéma national, du moins sur le marché mondial. On sait que le cinéma français est un complexe d'industrie, de culture, de bricolage, d'artisanat, d'escroqueries et de dévouements ; il a un caractère assez largement pré-capitaliste. La censure levée, la vanne ouverte c'est la ruée vers le pactole porno. La place prise est énorme et sans comparaison avec ce que fut, pour l'édition, la « libéralisation ». Anna, jeune actrice de talent, me dit

Cette semaine DANS L'OBJECTIF



des films,
un festival pop cet été

une explication de l'impact inattendu pris par le cinéma porno : la puissance spécifique de l'image en ce domaine. On a évoqué également la frustration générale — cet argument a tant été repris que je ne m'y attarderai pas, il s'agit de quelque chose d'aussi évident que peu mesurable (pourquoi certains frustrés choissent-ils cet exutoire ?).

Il y a une position qui consiste à mettre la « libéralisation » dans une perspective politique tactique de la bourgeoisie : il est indéniable que, subodorant une probable évolution en ce domaine, Giscard a voulu devancer le changement et à la fois s'en attribuer le mérite et le contenir dans les formes requises ; les péripéties de la loi sur l'avortement sont encore dans toutes les mémoires ; la forme extrême de cette attitude (en gros : la bourgeoisie favorise drogue et licence sexuelle, parce que ça détourne les jeunes de la révolution) a été exposé fort brillamment par le film *Francé-Société anonyme* où, avec une verve endiablée Alain Corneau donnait au cinéma français un de ses rares films de politique-fiction.

Nous sommes loin d'avoir fait le tour de toutes les questions qui se posent, et le caractère volontairement problématique de cet article montre bien qu'il ne prétend pas conclure. Quelques idées dispersées pour finir : le lecteur parisien doit prendre conscience que la situation du spectateur de cinéma en province est devenue d'un inconfort bien plus grand depuis l'« invasion porno ». Je n'ai pas parlé du problème spécifique de la lutte de la libération des femmes, considérant qu'on n'en était plus à la commercialisation du corps de la femme, que l'homme devenait commercialisé à son tour, qu'en l'espèce d'ailleurs, il s'y révélait d'un maniement plus délicat (voir à ce sujet l'hilarant article de Delfeil de Ton dans *Hara-Kiri* d'août). Je n'ai pas parlé du rôle des critiques qui en l'espèce ne sont pas plus libérés que les autres — des frustrés comme tout le monde, comme ceux que dessine Brétécher et comme ceux qu'évoquait le fantaisiste Lenny Bruce, réincarné par Dustin Hoffman dans le film récent *Lenny*. Le débat reste ouvert.

P.L.T.

PARMI LES REPRISES il y en a trois intéressantes, entre autres : *les forbans de la nuit* un Dassin de la bonne époque où Widmark, tout jeune, incarne encore les petits salauds, et où l'on voit s'affronter catcheurs et partisans de la gréco-romaine, manque que le kung-fu ; *Bas les masques*, de Brooks, un grand Bogart, illustration talentueuse des thèmes politiques classiques de la démocratie américaine (liberté de la presse, etc.) ; *Les chevaux de feu* du cinéaste soviétique Parajanov, est une sorte d'effusion lyrique en couleurs, un film dingue, esthète et mystérieux, dont l'auteur croupit en prison dans son pays pour des raisons mal

éclaircies — mais on peut se douter que ce qu'il faisait ne plaisait pas.

NOTRE CINEMA NATIONAL

En dehors du porno de luxe, *C'est dur pour tout le monde* montre Bleustein Blanchet joué par Blier ; la satire n'est pas géniale mais souvent drôle ; *le Futur aux trousses* part d'une bonne idée, la récupération de nos fantasmes par le marché capitaliste (bonne métaphore des médias) mais le film est mal fichu, mal joué et déçoit à la mesure de l'attente qu'il suscitait ; on peut négliger sans problème *le Vieux fusil* et voir *Folle à tuer* de Manchette et Boisset, honnête suspense

ORANGE ELECTRIQUE

Pour le public « bien mis » des soirées d'Opéra au théâtre antique d'Orange on vend des coussins. Il y a des fesses délicates ! Pour ne pas trop serrer, on n'en met pas plus de 7.000 sur les gradins. RTL n'a pas eu ces attentions pour le festival rock des 15, 16 et 17 août. Prévoyant 10.000 places, il en a vendu 14.000 ! On se demande pourquoi ils se sont arrêtés là. A 120 F pour les trois jours, faites le calcul. C'était le premier festival depuis pas mal d'années. Giscard ayant permis ce que Pompidou interdisait. Une volonté d'aseptiser cette musique en la donnant à consommer hors du contexte répressif de tradition, tentative de gommer la charge contestataire des rassemblements importants des concerts, rares et toujours carnés par les flics et des mercenaires fascisants.

Fin septembre les Giscard-juniors



John McLaughlin du Mahavishnu orchestra

voulaient « Ten years after » à leur programme, groupe fini qui continue pour l'argent mais fut célèbre au moment de Woodstock. Le maire UDR d'Orange veut recommencer chaque année. Il y a de l'argent à gagner et puis ça enlève à la fête de l'humanité l'exclusivité des grands concerts pop.

De là peut-être la relative discrétion des flics. La veille au soir ils contrôlaient l'arrivée des gens qui débarquaient en stop, à la recherche de la drogue, mais tolérant les 5 g. de hasch dits « pour la consommation personnelle ». Le lendemain matin, moment des arrivées massives, ce contrôle fut levé. Et pour trois jours, la ville a changé de visage sous l'œil étonné des habitants, sans doute inquiets mais pas hostiles. Les envahisseurs s'installaient partout, occupaient les terrasses des cafés pour des siestes au soleil, se reconnaissaient, négociaient les quelques grammes d'« herbe » qui permettront de plonger autrement dans la musique.

Le ton du festival est donné le premier soir, quand quelques CRS entreprennent de déloger tous ceux qui, sans billet, se sont installés sur la colline qui surplombe le théâtre. Chassés aux cris de « CRS-SS » et « RTL-Fascistes » par le public debout, ils ne réapparaîtront plus.

RTL après avoir fait sa publicité sur les venues d'Eric Burdon, des Kinks et surtout de Lou Reed, n'a pas daigné démentir ni expliquer leur absence. Arnaqueurs qui ont par contre plongé avec le groupe Bad Co. pâle décalque de Led Zepelin, fabriqué par l'industrie du disque pour pomper la monnaie, qui n'a manifestement rien à exprimer sinon son envie de fric, et satura la sono de 25.000 watts en jouant neuf ou dix fois le



Le para détrompé s'oppose à ses officiers

VIVA PORTUGAL

● Une équipe de cinéastes allemands de l'Ouest, qui avait été liée d'assez près, semble-t-il, aux luttes étudiantes de 1968, Malte Rauch, Christine Gerhards, Samuel Schirmbeck, se rend au Portugal pour y tourner un reportage ; elle y rencontre Serge July, qui y est venu pour *Libération* et qui travaille avec eux. Le résultat est ce premier reportage sur le Portugal nouveau, qui est passionnant.

D'abord, parce que tout ce qu'on peut lire n'est jamais aussi direct, prenant, qu'une image animée ; ensuite parce que l'équipe du film, qui a un point de vue sérieux sur le Portugal, refuse le pittoresque facile et utilise de façon équilibrée longs interviews, reportages sur le vif, utilisation des archives de la télé portugaise. C'est ainsi que nous voyons des images extraordinaires des premiers jours de la révolution, de la première assemblée de Fatima après la révolution — ces figures d'archevêques chafouins ! — on y voit aussi, seconde après seconde ou presque, des épisodes de la tentative de putsch militaire, l'arrivée des parachutistes, les premiers coups de feu échangés, la découverte, par les soldats paras, qu'ils ont été trompés par leurs chefs et qu'on voulait leur faire réaliser un putsch contre-révolutionnaire. On y voit aussi toute la chronique de l'occupation d'une grande maison abandonnée par son propriétaire, occupation que le village entier a décidée afin d'y ouvrir un dispensaire. Les problèmes que pose cette action spontanée, la position à ce propos du MFA, tout cela est parfaitement exposé.

Comme le film se veut avant tout œuvre d'explication générale, il garde un point de vue politique sans sectarisme, privilégiant la gauche, n'hésitant jamais à souligner les ambiguïtés du PS, à montrer l'effort autonome d'organisation du peuple portugais. Sur certains points, il reste muet, l'on n'y trouvera rien sur les divergences entre le PCP et l'extrême-gauche, par exemple. Il me paraîtrait injuste de faire grief aux auteurs de leur parti-pris ; leur reportage vise d'abord à être un premier débroussaillage général, dans la carence réelle de l'information ; une étude plus poussée, un examen plus historique et politique des actions et des responsabilités de chacun pourrait faire l'objet d'un autre film.

P.L.T.

même morceau.

Quelques moments superbes : Dr Feelgood qui a électrifiqué tout le monde, debout et dansant. Leurs corps tout entier branchés sur les amplis pour jouer un rock pas très inventif mais déchainé. Procol Harum pour rêver, partir dans des voyages qui finissent parfois sur « le beau Danube bleu », subverses et perversif, ce qui ne plut pas à tout le monde. Réconciliation avec une belle version de « Be-bop à Lula » jouée en rappel. Mahavishnu orchestra, sous la pluie, machine au souffle puissant qui vous envahit la tête pour vous porter loin des brisures et des écrasements.

La dernière nuit, avant le lever du soleil, se sont éteints les amplis du dernier groupe qu'on écoutait couchés les uns sur les autres, épuisés, hébétés, les oreilles débordantes de cette musique à laquelle s'est identifiée la génération qui refusait « la loi et l'ordre » aux USA, en Grande-Bretagne... porteuse des ambiguïtés et des tâtonnements dans ce rejet du vieux monde, marquée par le fric des requins des maisons de disques, mais dont l'énergie, la violence, toujours retrouvées, nous font encore nous y reconnaître.

D.J.

POUR LE QUOTIDIEN

Notre objectif est de 50 millions fin septembre. Il reste 20 millions à trouver en 20 jours. Cette fois, il apparaît que ce sera difficile : la collecte de rentrée démarre trop lentement, un coup de collier est nécessaire.

En Octobre, nous nous fixons comme objectif 120 millions soit 70 millions pour le mois en incluant les gains éventuels de la fête de Rouge.

En Novembre et Décembre, il restera à trouver 80 millions pour parcourir le chemin jusqu'à l'objectif final de 200 millions, soit 40 millions par mois et plus d'un million par jour.

Nous sommes très loin du compte, la partie n'est pas gagnée, elle ne fait que commencer et ce sera très dur ! Aurons-nous ces sommes indispensables au lancement du quotidien ?

Lecteurs, sympathisants, militants, « Rouge » fait appel à vous !

SOLDE ANTERIEUR 281346,31

| | |
|--|---------|
| Comité rouge Paris 18 | 300,00 |
| Groupe Taupes Crédit Lyonnais | 100,00 |
| Anonyme Clermont | 500,00 |
| Militante CGT Paris | 100,00 |
| D.B. Mousseron | 40,00 |
| K.B. Lyon 3 ^e | 50,00 |
| J.V.I. Dilsberg | 10,00 |
| F.B. La Rochelle | 200,00 |
| Un soldat | 70,00 |
| Sympathisant Paris 13 | 100,00 |
| Diffuseurs Bores Orsay et collecte marché | 230,00 |
| Librairie rouge | 210,00 |
| Diffuseurs CET Paris 13 | 300,00 |
| G. de R. Lausahne | 169,50 |
| Diffuseurs Paris | 1010,00 |
| Groupe Taupes Banques | 410,00 |
| Anonyme Alzune (11) | 50,00 |
| EDF Chatou | 300,00 |
| Comité rouge ouvrier Sartrouville | 60,00 |
| Sympathisante ENI St-Germain-en-Laye | 50,00 |
| M.G. Paris 11 ^e | 100,00 |
| J.C. Paris 17 | 100,00 |
| Un jeune camarade de Poitiers | 20,00 |
| Diffuseurs Auxerre | 370,00 |
| Un syndiqué Livre Auxerre | 100,00 |
| Un militant CFDT Luce (28) | 100,00 |
| Groupe Taupes Santé Besançon | 1250,00 |
| Un soldat | 20,00 |
| P.S. Paris 9 ^e | 300,00 |
| 2 stagiaires FPA Champs/Seine | 100,00 |
| Etudiant Chelles | 100,00 |
| Secrétaire Grasse | 50,00 |
| Médecin Grasse | 300,00 |
| Médecin Grasse | 200,00 |
| Aide-soignante Grasse | 550,00 |
| Ouvrier agricole Grasse | 30,00 |
| Diffuseurs Grasse | 100,00 |
| J.J. D. Caen | 20,00 |
| J-M. B. Melun | 50,00 |
| S.E. Paris 11 | 50,00 |
| G.Q. Petite Couronne (76) | 150,00 |
| C.T. Nancy | 50,00 |
| Y.le L. Quimper | 100,00 |
| Anonyme St-Etienne | 350,00 |
| Diffuseurs Vierzon | 500,00 |
| Anonyme Toulouse | 100,00 |
| M. et Mme S.C. Toulouse | 600,00 |

une arme efficace pour les travailleurs en lutte !!



| | | | |
|-------------------------------------|---------|--|-----------|
| C.D. Bapaume | 50,00 | Anonyme Paris | 500,00 |
| Diffuseurs Lille | 200,00 | Comité rouge Avignon | 268,00 |
| Anonyme Fontainebleau | 15,00 | Groupe Taupes INRA | 100,00 |
| Une solde de bidasse | 210,00 | G.H. St-Hilaire du Touvet | 50,00 |
| Diffuseurs Orléans | 200,00 | C.P. Fleury les Aubrais | 200,00 |
| R.S. Issoudun | 100,00 | P.B. Neuilly/Seine | 100,00 |
| M.S. Caen | 50,00 | Joint-Français Bezons | 100,00 |
| B.D. Laroche/Yon | 100,00 | 4 Sympathisants Dreux | 560,00 |
| Employé Hôpital Tours | 108,00 | M.J. Morez (39) | 500,00 |
| Groupe Taupes PTT Tours | 150,00 | Anonyme USA | 21,50 |
| Une employée Gd magasins Tours | 100,00 | Un militant et 2 Sympathisants Trouville | 36,00 |
| Diffuseurs Tours | 500,00 | Anonyme Belgique | 4,28 |
| Un bidasse | 50,00 | G.D. Grande-Bretagne | 44,50 |
| Sympathisante Le Puy | 350,00 | Un ami de Glasgow | 196,50 |
| Diffuseurs Le Puy | 80,00 | Des camarades allemands avec leurs salutations internationalistes | 16,50 |
| B.J. Gandelu (02) | 200,00 | Groupe Taupes impôts Paris | 351,00 |
| Un militant de L.O. | 10,00 | Librairie Rouge | 220,00 |
| M-F. S. normale | 200,00 | Librairie rouge | 80,00 |
| J-L.E. Gien | 80,00 | A.J. St-Germain en Laye | 100,00 |
| Sympathisants Bordeaux | 180,00 | Un bidasse | 65,00 |
| C.O. Orsay | 200,00 | I.G. Paris 12 | 3000,00 |
| R.B. Hauergoat (29 N) | 50,00 | Un militant CGT Nevers | 50,00 |
| Sympathisant ipessien Bois-Colombes | 1000,00 | Un militant CFDT Gare de Lyon | 30,00 |
| G.C. Paris | 100,00 | Diffuseurs SNCF Gare de Lyon | 180,00 |
| Diffuseurs Strasbourg | 700,00 | | |
| J.J. Paris 5 | 200,00 | | |
| V.P. Paris 11 | 100,00 | | |
| | | TOTAL | 303414,09 |

Courrier Souscription

Je vous envoie 65 F essayant les 3 derniers mois de vous envoyer 100 F par mois (c'est le maximum étant actuellement bidasse) un sympathisant de Mulhouse.

Envoyons 500 pesetas d'Andorre. Ne pouvons faire plus. Nous n'avons pas assez de fric pour partir au Portugal. Nous aurons la pêche à la rentrée pour le quotidien. Un militant et deux sympathisants de Trouville.

J'ai beaucoup tardé pour cette souscription quotidien rouge ce qui explique le montant du chèque. Je m'engage d'autre part à verser 100 F chaque mois pour le quotidien. Salutations d'un sympathisant IPESien. (ci-joint 1.000 F)

Ci-joint comme chaque mois un chèque de 200 F à tirer rapidement. Porter le sur la liste cela serait peut-être un moyen de faire connaître à un autre copain du coin, s'il y en a un, qu'il n'est pas seul. J. B. 02810—GAUDELU.

Tu trouveras ci-joint un chèque de 20 F comme promis pour chaque mois. Pourquoi n'y a-t-il pas encore un article important sur l'extrême-gauche au Portugal. J-J. D. Caen.

Avoir une opinion politique à 16 ans c'est pas toujours facile surtout dans ce système. Heureusement il y a la presse de gauche qui pour moi m'a permis de voir des vérités cachées, de réfléchir, de comprendre beaucoup de choses. J'espère que le nouveau Rouge arrivera bientôt. Merci et bon courage. Un jeune camarade de Poitiers.

Je vous envoie un chèque de 100 F à l'ordre de P. Chenot pour le quotidien Rouge. Suivant depuis quelques années vos efforts, je m'engage à vous verser, chaque début de mois 100 F. Je fais d'ores et déjà mon possible pour qu'une collecte soit faite, à l'intérieur de mon entreprise, pour le quotidien. Militant CFDT, je vous apporte mon soutien total pour le combat

que vous menez, qui est aussi le mien, et actuellement pour la libération de Garmendia et Otaegui. M. G. Paris 11^e

Voici un chèque de 200 F, jusqu'ici j'étais plutôt fauchée et je n'ai rien pu envoyer. A partir de Septembre j'essaierai de réunir 50 F. par mois pour le quotidien. Plus si je ne me retrouve pas encore au chômage. Salut, F. B. La Rochelle 17000

Je joins un chèque de 50 F comme soutien au futur quotidien. C'est peu mais je suis une sympathisante à petite fortune ! Sympathisants LCR, Lyon, B. K.

Ci-joint 100 F pour un abonnement de 6 mois et 200 F pour le quotidien. Bravo pour le dernier numéro de Rouge (fin juillet). J'ai pu y trouver des articles tels que la page intitulée « notes politiques » et une critique des programmes télévisés qui répondent à « l'actualité » de tous les jours dont raffolent les masse-médias au service de la bourgeoisie. P. D. 77290 Mitry Mory

chèques à l'ordre
de P. Chenot

10 impasse Guéméné
Paris 75004

50 MILLIONS / SEPTEMBRE
120 MILLIONS ? OCTOBRE